

# euro-baromètre

L'OPINION PUBLIQUE DANS LA COMMUNAUTE EUROPEENNE



N 7 JUILLET 1977

C O M M I S S I O N D E S C O M M U N A U T E S E U R O P E E N N E S  
R E G I S T R E D E L A L O I 200 • 1049 B R U X E L L E S



# euro-baromètre

L'OPINION PUBLIQUE DANS LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

EURO-BAROMETRE N° 7

Premiers résultats

-----





## TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>I. L'HUMEUR GENERALE DES PUBLICS EUROPEENS</u>	2
1. La vie que l'on mène	2
2. La forme de la société et le fonctionnement de la démocratie	5
3. Action révolutionnaire, réformes, défense contre la subversion	11
4. Les objectifs prioritaires ou systèmes de valeurs	15
<u>II. LES ATTITUDES A L'EGARD DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET DU MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE</u>	19
1. La Communauté européenne ("Marché commun")	19
2. Le mouvement d'unification de l'Europe: accélérer, ralentir ou continuer comme maintenant?	25
<u>III. L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT</u>	29
1. L'attitude générale à l'égard du Parlement national et du rôle des parlementaires nationaux	30
2. L'information et les attitudes générales du public au sujet de l'élection du Parlement européen	38
3. Les connotations des attitudes à l'égard de l'élection du Parlement européen	55
4. Les thèmes prioritaires pour la campagne électorale et la stratégie des partis	66
5. L'intention de participer au vote, la préférence pour une tendance politique et le sentiment d'être ou non assez informé	73
<u>CONCLUSIONS</u>	84



## INTRODUCTION

Les résultats ici présentés ont été recueillis par sondage sur échantillons représentatifs des populations âgées de 15 ans et plus, dans les neuf pays de la Communauté européenne, entre le 23 avril et le 15 mai 1977. Au total, 9044 personnes ont été interrogées par les enquêteurs de huit instituts spécialisés (1).

L'initiative qu'a prise la Commission européenne, au début de 1974, de faire faire tous les six mois, au printemps et à l'automne, un sondage Euro-Baromètre présente un intérêt tout particulier par rapport aux multiples sondages réalisés quotidiennement, sur les sujets socio-politiques les plus divers, dans les pays membres de la Communauté:

- en premier lieu et par construction, il s'agit de sondages européens, qui rendent possible une comparaison exacte et précise de la distribution des réponses aux mêmes questions posées simultanément dans neuf pays (2);
- en deuxième lieu, la répétition de certaines questions -tous les six mois pour certaines et sans périodicité fixe pour d'autres- permet de suivre l'évolution dans le temps des opinions, attitudes et comportements du public: la photographie instantanée que fournit un sondage devient ainsi un film, pour ainsi dire;
- tous les résultats font l'objet d'analyses plus ou moins approfondies, allant des ventilations habituelles des réponses suivant le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, le revenu etc. (3) à des analyses multicritères ayant pour objet de rechercher les relations qui peuvent exister entre toutes les réponses données par un individu ou une catégorie d'individus, et de révéler ainsi les structures de ce qu'il est convenu d'appeler "l'opinion publique";
- enfin les principaux résultats sont rendus publics, de façon que tous les intéressés -hommes politiques, journalistes, simples citoyens- puissent en prendre connaissance, s'en inspirer dans leur action et éventuellement les critiquer (4).

Bien entendu, ainsi qu'il est d'usage pour des travaux de ce genre, les questions posées, les réponses faites, les résultats présentés et les commentaires explicatifs dont ils sont assortis ne sauraient engager la responsabilité politique de la Commission européenne.

x  
x   x

- (1) Voir en annexe tous les renseignements techniques sur les instituts chargés de l'enquête, la date des opérations sur le terrain, la taille des échantillons, le mode de sélection des personnes interrogées, les limites de signification des résultats, etc...
- (2) Toutes les précautions sont prises pour assurer l'harmonisation de la formulation des questions dans la langue habituelle de la personne interrogée. Les questionnaires utilisés dans les langues allemande, anglaise, danoise, française, italienne, luxembourgeoise, néerlandaise sont tenus à la disposition des personnes qui demanderont à en prendre connaissance.
- (3) Une originalité de la présentation des résultats est, par exemple, de fournir les moyens d'une comparaison entre les réponses suivant le degré de "leadership", c'est-à-dire la propension à discuter plus ou moins fréquemment de politique et à convaincre son entourage. Sur la construction de cet indice de leadership, voir Euro-Baromètre n° 6, janvier 1977, p. 1.
- (4) En outre, l'ensemble des résultats et tous documents concernant ces enquêtes sont tenus à la disposition des chercheurs. Voir en annexe les modalités d'accès aux données.

La présente enquête, outre les questions habituelles sur les tendances générales du public et sur la Communauté européenne (ou "Marché commun"), porte principalement sur les attitudes à l'égard du projet d'élection au suffrage universel direct des membres du Parlement européen.

I

## L'HUMEUR GENERALE DES PUBLICS EUROPEENS

Quelques questions d'ordre général sont posées de temps à autre pour mesurer ce que l'on peut appeler "l'humeur générale du public": satisfaction ou insatisfaction quant à la vie que l'on mène, satisfaction ou insatisfaction quant à la forme de la société et quant au fonctionnement de la démocratie dans son pays, attitudes fondamentales à l'égard de la société, objectifs prioritaires assignés au système socio-politique. Les réponses à ces questions sont intéressantes en elles-mêmes, mais surtout elles jouent un rôle important dans les analyses multicritères ultérieures.

### I. LA VIE QUE L'ON MENE

"Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas satisfait du tout de la vie que vous menez?"

Cette sorte de questions suscite souvent une objection de la part des personnes non familiarisées avec ce genre de recherche: est-ce que les gens interrogés répondent "objectivement" ou "honnêtement"? Ainsi posée la question n'a pas de sens. Par définition, il ne peut que s'agir de réponses subjectives: ce que répondent les gens n'est pas nécessairement le reflet de leur situation objective d'homme ou de femme, de jeune ou de vieux, de riche ou de pauvre, mais l'expression de leur sentiment général de leur "humeur" du moment, laquelle -de nombreuses études l'ont montré- dépend plus de leurs caractéristiques psycho-sociales, de leur philosophie de la vie, de leurs systèmes de valeurs, que de leurs conditions objectives d'existence; quant à l'honnêteté, ce concept moral n'a rien à faire ici; et en tout cas rien ne permet de suspecter a priori "l'honnêteté" des réponses, dont les différences de pays à pays sont parfois très fortes et souvent d'une stabilité frappante à travers le temps.

Dans l'ensemble de la Communauté, sans variation significative depuis 1973, 75% environ des personnes interrogées -et rappelons que l'échantillon est renouvelé à chaque sondage- se disent "très satisfaites" ou "plutôt satisfaites", tandis que 25% environ se disent "plutôt pas satisfaites" ou "pas satisfaites du tout".

(Voir tableau n° 1).

Tableau n° 1

LE SENTIMENT DE SATISFACTION OU D'INSATISFACTION

QUANT A LA VIE QUE L'ON MENE

(Ensemble de la Communauté) (1)

	septembre 1973	mai 1975	oct.-nov. 1975	mai-juin 1976	novembre 1976	avril-mai 1977
	%	%	%	%	%	%
Très satisfait	21	20	19	20	20	20
Plutôt satisfait	58	57	56	55	55	55
Plutôt pas satisfait	16	16	17	18	18	18
Pas satisfait du tout	4	5	6	6	6	6
Sans réponse	1	2	2	1	1	1
Total	100	100	100	100	100	100
N (2)	13 484	9543	9150	8635	9210	9044

(1) Moyenne pondérée suivant le poids relatif de la population de chaque pays (population âgée de 15 ans et plus).

(2) Nombre de personnes interrogées.

Tableau n° 3

LA SATISFACTION ET L'INSATISFACTION QUANT A LA FORME DE SOCIETE  
(Evolution par pays de 1973 à 1977) (1)

	septembre 1973		oct.-nov. 1976		avril-mai 1977	
	Satisfaits	Peu ou pas satisfaits	Satisfaits	Peu ou pas satisfaits	Satisfaits	Peu ou pas satisfaits
Deutschland	57%	42%	84%	14%	82%	14%
Luxembourg (2)	(67)	(30)	(66)	(26)	(81)	(18)
Danmark	63	37	75	24	78	20
Ireland	68	32	70	28	72	27
Belgique/België	75	24	68	28	70	27
Nederland	54	41	67	32	67	32
United Kingdom (3)	53	47	55	43	63	36
France	44	52	50	48	49	49
Italia	32	67	12	87	17	83
COMMUNAUTE (4)	49	49	53	45	56	42

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages de "satisfaits" en avril/mai 1977.

(2) Les résultats du Luxembourg ont une moindre signification eu égard à la taille de l'échantillon.

(3) Great Britain seulement en 1973.

(4) Moyenne pondérée.

2° Le fonctionnement de la démocratie

A l'automne 1973, la Belgique, l'Irlande, les Pays-Bas et le Luxembourg venaient en tête, tandis que le Danemark, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France étaient à peu près au même rang, et l'Italie en dernière position. Au printemps 1977, la dispersion est beaucoup plus forte: l'Allemagne vient en tête (+34 points), suivie par le Luxembourg (+19 points), les Pays-Bas (+15 points), le Danemark (+18 points), l'Irlande (+7 points); nous trouvons ensuite le Royaume-Uni (+14 points) et la Belgique (-6 points); encore une fois aux derniers rangs se trouvent la France (score inchangé) et l'Italie (-15 points).

(Voir tableau n° 4).

Tableau n° 4

LA SATISFACTION ET L'INSATISFACTION  
QUANT AU FONCTIONNEMENT DE LA DEMOCRATIE  
(Evolution par pays de 1973 à 1977)

	septembre 1973		oct.-nov. 1976		avril-mai 1977	
	Satisfaits	Peu ou pas satisfaits	Satisfaits	Peu ou pas satisfaits	Satisfaits	Peu ou pas satisfaits
Deutschland	44%	55%	79%	19%	78%	18%
Luxembourg (2)	(52)	(37)	(55)	(29)	(71)	(25)
Nederland	52	38	67	32	67	29
Danmark	45	53	55	43	63	29
Ireland	55	43	59	35	62	33
United Kingdom (3)	44	54	51	43	58	37
Belgique/België	62	32	53	32	56	31
France	44	46	42	46	45	45
Italia	27	72	14	83	12	86
COMMUNAUTE (4)	42	55	51	43	51	44

(1) (2) (3) (4) Voir notes sous le tableau n° 3.

Notre deuxième indicateur de satisfaction/insatisfaction socio-politique semble donc plus sensible que le précédent: les effets de la crise -subjectivement interprétés- semblent conduire à une certaine mise en cause du régime politique (ou plus probablement du gouvernement en place) plutôt que de la société en général. Mais, dans les deux cas, l'Allemagne est perçue par les Allemands comme traversant les épreuves avec succès; il en est de même dans la plupart des petits pays. Au contraire la France paraît installée dans un équilibre assez stable entre satisfaits et insatisfaits, tandis que l'Italie penche nettement, par rapport à 1973, dans le sens de l'insatisfaction généralisée.

Une autre observation importante est que le sentiment de satisfaction/insatisfaction semble largement déterminé par des facteurs culturels nationaux (1). Il varie peu avec le sexe, l'âge (sauf que les femmes âgées sont un peu plus satisfaites que les jeunes), le niveau d'instruction et même le revenu. Le meilleur prédicteur, après la nationalité, paraît être l'aptitude au leadership: les leaders sont nettement moins satisfaits que les non-leaders.

(Voir tableau n° 5).

---

(1) Et peut-être régionaux, mais l'analyse n'a pas encore été systématiquement poussée jusqu'à ce point; on observe néanmoins que l'insatisfaction est deux fois plus répandue en Irlande du Nord qu'en Grande-Bretagne.



Tableau n° 5

LA SATISFACTION ET L'INSATISFACTION SOCIO-POLITIQUES  
SELON L'INSTRUCTION, LE REVENU ET LE LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté, avril-mai 1977)

	Niveau d'instruction (1)			Niveau de revenu (2)				Degré de leadership (3)			
	Bas	Moyen	Elevé	Modeste	Moyen inf.	Moyen sup.	Aisé	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
<u>1° Quant à la forme de la société</u>											
Satisfaits	55%	61%	50%	48%	53%	61%	59%	57%	59%	57%	43%
Peu ou pas satisfaits	42	38	48	49	45	37	40	39	39	41	<u>56</u>
Sans réponse	3	1	2	3	2	2	1	4	2	2	1
<u>2° Quant au fonctionnement de la démocratie</u>											
Satisfaits	49%	57%	47%	45%	46%	56%	57%	50%	53%	54%	41%
Peu ou pas satisfaits	44	38	50	49	48	40	41	39	41	43	<u>57</u>
Sans réponse	7	5	3	6	6	4	2	11	6	3	2
Base (4)	4780	2606	1681	1976	1601	2168	1954	1886	3166	2804	1212

(1) (2) (3) et (4) voir page suivante.

Suite tableau n° 5

- (1) Mesuré d'après l'âge de la fin des études à plein temps: moins de 16 ans, 16 à 19 ans, 20 ans et plus (ou encore aux études).
- (2) Regroupement à partir des réponses données dans chaque pays en monnaie nationale. Non compris les sans réponses (15% environ).
- (3) Le tableau suivant indique comment est construit l'indice de leadership:

	Convaincre les autres..				
	Souvent	De temps en temps	Rarement	Jamais	Sans réponse
Discuter politique...					
souvent	++	++	+	+	+
de temps en temps	+	+	-	-	-
jamais	-	-	--	--	--
sans réponse	-	-	--	--	--

La distribution (en effectifs et en pourcentages) de la population interrogée dans les pays de la Communauté européenne suivant les valeurs de l'indice est approximativement la suivante:

		Sondages cumulés mai et oct.-nov. 1975		Sondages cumulés mai et nov. 1976		Euro-Baromètre n° 7 avril-mai 1977	
		%	N	%	N	%	N
Leaders	++	13	2427	14	2514	13	1212
	+	29	5446	29	5228	31	2804
	-	31	5892	32	5584	35	3166
Non-leaders	--	27	4995	25	4519	21	1886
<u>Total</u>		<u>100</u>	<u>18 760</u>	<u>100</u>	<u>17 845</u>	<u>100</u>	<u>9068</u>

- (4) Pondérée en fonction de l'effectif de la population âgée de 15 ans et plus dans chaque pays.

3. ACTION REVOLUTIONNAIRE,  
REFORMES, DEFENSE CONTRE LA SUBVERSION

"Sur cette carte se trouvent trois attitudes fondamentales vis-à-vis de la société dans laquelle nous vivons. Voulez-vous choisir l'attitude qui correspond le mieux à vos idées personnelles?" (UNE SEULE REPONSE)

- Il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire.
- Il faut améliorer petit à petit notre société par des réformes.
- Il faut défendre courageusement notre société actuelle contre toutes les formes subversives".

Cette question -volontairement provocante dans sa formulation- a été posée à plusieurs reprises, d'abord en février-mars 1970 dans les six pays que comptait alors la Communauté européenne, puis en novembre 1976 et en avril-mai 1977 (1).

Remarquons d'abord que le public répond facilement à cette question: 6% seulement de non-réponses, en moyenne (2).

La formule "révolutionnaire" n'obtient, en 1977 comme en 1976, que 8% des suffrages, mais on observe d'intéressantes variations par rapport à 1970:

- en France, 13 et 14 % au lieu de 5%;
- en Italie, 13 et 11 % au lieu de 7.

La formule "réformiste" est largement majoritaire (60% en 1976 et 55% en 1977), mais sa fréquence diminue de 1970 à 1977, notamment en Allemagne (-27 points), aux Pays-Bas (-17 points), en France (-16 points) et en Italie (-15 points).

Quant à la formule de "défense contre la subversion", elle représente 26% des réponses en 1976 et 31% en 1977, mais, par rapport à 1970, augmente fortement en Allemagne (où elle gagne 28 points), en Italie (+18 points) et aux Pays-Bas (+17 points).

En bref, les attitudes révolutionnaires paraissent en progression en France et en Italie, mais surtout les attitudes de défense sociale en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas.

(Voir tableau n° 6).

---

(1) La rédaction de 1970 était: "par des réformes intelligentes". Ce qualificatif a été supprimé depuis lors.

(2) On compte 17% de non-réponses au Luxembourg en 1976, mais la taille de l'échantillon (N = 301) interdit tout commentaire.

Tableau n° 6

L'ATTITUDE FONDAMENTALE A L'EGARD D'UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ  
(Evolution par pays de 1970 à 1977)

	B	D	F	I	L	N	CE (6 pays) (1)	DK	IRL	UK	CE (9 pays) (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
"Il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire" février-mars 1970 novembre 1976 avril-mai 1977	3	2	5	7	1	6	5				
	5	2	13	13	2	5	9	4	7	7	8
	6	2	14	11	3	5	8	3	5	8	8
"Il faut améliorer petit à petit notre société par des réformes" (2) février-mars 1970 novembre 1976 avril-mai 1977	69	70	78	73	65	75	73				
	65	52	64	66	49	56	59	51	60	59	60
	66	43	62	58	56	58	55	52	61	59	55
"Il faut défendre courageusement notre société actuelle contre toutes les forces subversives" février-mars 1970 novembre 1976 avril-mai 1977	14	20	12	11	27	15	15				
	19	39	18	18	32	32	26	38	23	25	26
	18	48	19	28	32	32	32	39	26	26	31
Sans réponse février-mars 1970 novembre 1976 avril-mai 1977	14	8	5	9	7	4	7				
	11	7	5	3	17	7	6	7	10	8	6
	10	7	5	3	9	5	5	6	8	7	6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Base 1970	1298	2021	2046	1822	335	1230	8752				
Base 1976	1077	1007	1356	1052	301	1123	5916	962	981	1297	9156
Base 1977	988	1005	1256	1025	302	1033	5609	1010	1008	1414	9041

(1) Moyenne pondérée. (2) En 1970: "par des réformes intelligentes".

La ventilation des résultats montre que les différences suivant le sexe sont peu marquées: les femmes sont un peu moins portées à donner l'option révolutionnaire et s'abstiennent de répondre un peu plus fréquemment. Cette légère différence existe dans toutes les classes d'âge. D'une façon générale, les jeunes de l'un et l'autre sexe (15-24 ans) sont plus enclins à choisir l'option révolutionnaire -surtout les hommes- et les personnes les plus âgées (55 et plus) à choisir l'option de défense sociale -surtout les hommes, encore une fois, tandis que les femmes âgées répondent moins fréquemment.

La localisation de l'habitat n'intervient guère: un peu plus de "révolutionnaires", mais surtout de "réformistes", dans les grandes villes; un peu plus de partisans de la "défense sociale" dans les villages.

Le niveau d'instruction est un meilleur prédicteur de l'attitude mesurée que le revenu familial, mais c'est surtout l'aptitude au leadership qui -encore une fois- est en relation avec l'attitude globale vis-à-vis de la société:

- les leaders d'opinion ont tendance à être plus fréquemment "révolutionnaires" que les non-leaders, notamment en Italie et en France;
- l'attitude de défense sociale contre la subversion est surtout répandue parmi les non-leaders danois et parmi les "classes moyennes" allemandes.

(Voir tableau n° 7).

Tableau n° 7

L'ATTITUDE FONDAMENTALE A L'EGARD D'UN CHANGEMENT DE SOCIETE

SELON LE DEGRE DE LEADERSHIP

(Résultats cumulés, par pays, novembre 1976 et avril-mai 1977) (1)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (2)
<u>Action révolutionnaire</u>										
Non-leaders (---)	3%	1%	3%	6%	6%	7%	2%	10%	5%	5%
( - )	5	2	1	8	5	9	2	4	8	6
( + )	6	4	1	16	6	13	4	4	9	8
Leaders (++)	12	8	7	31	7	24	1	6	9	18
<u>Réformes</u>										
Non-leaders (---)	54%	42%	42%	64%	57%	62%	42%	48%	54%	55%
( - )	70	54	46	67	58	62	49	57	59	58
( + )	73	57	51	65	66	65	61	60	63	61
Leaders (++)	70	53	56	50	66	57	54	57	61	56
<u>Défense contre la subversion</u>										
Non-leaders (---)	23%	46%	39%	20%	20%	24%	35%	27%	24%	27%
( - )	17	39	47	21	28	27	36	33	26	31
( + )	18	36	44	16	25	21	24	33	26	28
Leaders (++)	16	33	36	14	24	19	40	33	27	24

(1) Les non-réponses ne sont pas présentées dans le tableau.

(2) Moyenne pondérée.

#### 4. LES OBJECTIFS PRIORITAIRES OU SYSTÈMES DE VALEURS

"On dit beaucoup de choses au sujet des buts que (votre pays) devrait s'efforcer d'atteindre au cours des dix prochaines années. Sur cette carte sont mentionnés des buts que certains voudraient voir atteints en priorité. Pourriez-vous m'indiquer celui qui vous paraît le plus important? Et ensuite?"

- Maintenir l'ordre dans les pays.
- Augmenter la participation des citoyens aux décisions du gouvernement.
- Combattre la hausse des prix.
- Garantir la liberté d'expression".

Les réponses à cette question, qui ont fait l'objet de nombreuses études tant dans les pays de la Communauté que dans d'autres pays (Suisse, Etats-Unis, etc.), permettent de construire un indice de valeurs prioritaires. L'analyse a montré, en effet, que les personnes interrogées dans les divers pays se répartissent suivant une dimension psycho-sociale dont un pôle caractérise celles qui sont attachées prioritairement à la défense de l'acquit (niveau de vie et sécurité de l'existence) et l'autre celles qui donnent la préférence à ce que l'on entend généralement par "la qualité de la vie" (expression et participation). Les premières sont appelées "matérialistes" et les secondes "post-matérialistes". Ces appellations sont conventionnelles: elles n'ont pas de valeur en elles-mêmes, mais les systèmes de valeurs qu'elles expriment -et qu'un indice permet de mesurer- constituent une variable explicative dont l'importance a été démontrée (1).

Il suffira de présenter ici les réponses données à cette question en avril-mai 1977, ainsi que les valeurs de l'indice pour chaque pays, et de donner un exemple de la fonction explicative de cet indice.

Le tableau n° 8 donne la répartition des choix prioritaires en premier ou second lieu pour chaque pays. On y voit -sans surprise- que la préoccupation du combat contre la hausse des prix a presque partout (sauf au Danemark et en Italie) la plus haute priorité, mais surtout en France, en Belgique et en Irlande. Le maintien de l'ordre public vient au deuxième rang, en moyenne, mais au premier rang au Danemark et en Italie. L'augmentation de la participation des citoyens est plus souvent citée qu'ailleurs en Irlande et aux Pays-Bas. Enfin la liberté d'expression semble préoccuper les Belges, les Néerlandais, les Danois et les Français plus que les citoyens des autres pays.

(1) Voir, pour plus de détails, un rapport élaboré à la demande de la Commission des Communautés européennes, qui sera publié prochainement: "La perception de la misère en Europe", par Hélène RIFFAULT et J.R. RABIER, Bruxelles, 1977, pp. 111-123. L'invention de cet indice est due au Prof. Ronald INGLEHART, des universités du Michigan et de Genève; voir notamment "The Silent Revolution in Europe", American Political Science Review, 65,4 (December 1971) et un livre à paraître prochainement: "The Silent Revolution: Political Change Among Western Publics". Princeton University Press, 1977.

Le tableau n° 9 présente les valeurs de l'indice construit en combinant les types de réponses à la question (1).

(1) La méthode de construction de l'indice est la suivante:

Premier choix		Ordre	Participation	Prix	Expression
	Maintenir l'ordre	0	2	1	2
	Participation	2	0	2	3
	Hausse des prix	1	2	0	2
	Liberté d'expression	2	3	2	0

- 0 = données exclues (sans réponse aux deux choix)
- 1 = "Matérialistes"
- 2 = Mixtes
- 3 = "Post-matérialistes".



Tableau n° 8

LES CHOIX D'OBJECTIFS SOCIAUX PRIORITAIRES  
(Premier et second choix cumulés par pays) (1)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (2)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
- Maintenir l'ordre dans le pays	37	80	57	48	60	71	57	60	64	60
- Augmenter la participation des citoyens aux décisions du gouvernement	33	21	33	31	41	33	32	41	33	33
- Combattre la hausse des prix	75	52	65	78	74	63	69	55	71	68
- Garantir la liberté d'expression	42	38	27	38	22	26	32	39	27	30

(1) Les non-réponses sont de l'ordre de 3% en moyenne.

(2) Moyenne pondérée.

Tableau n° 9

LES SYSTEMES DE VALEURS "MATERIALISTES" ET "POST-MATERIALISTES" (1)  
(Avril-mai 1977)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (2)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
1. Matérialistes	29	44	45	38	42	48	40	33	43	42
2. Mixtes	60	49	46	52	52	43	52	52	52	49
3. Post-matérialistes	11	7	9	10	6	9	8	15	5	9

(1) Non-réponses exclues de la base de calcul (environ % en moyenne).

(2) Moyenne pondérée.

La fonction explicative de cet indice apparaît dans l'analyse de nombreuses variables d'attitude ou de comportement. Par exemple, il a été montré par ailleurs que les "post-matérialistes" perçoivent plus fréquemment la misère dans leur pays ou leur entourage, et plus fréquemment aussi attribuent la misère à des causes sociales (1).

Si l'on procède à une analyse multicritère des prédicteurs de l'attitude fondamentale à l'égard d'un changement de société (2), on constate que, après la nationalité, mais avant l'orientation politique, la pratique religieuse, l'âge, le niveau d'instruction, le sexe et la profession, le système de valeurs prioritaires est en corrélation avec le choix d'une attitude révolutionnaire, réformiste ou de défense contre la subversion (3). Il nous suffira, pour le moment, de montrer le sens et l'amplitude de la relation entre système de valeurs et attitude à l'égard d'un changement de société.

(Voir tableau n° 10).

Tableau n° 10

L'ATTITUDE FONDAMENTALE A L'EGARD D'UN CHANGEMENT DE SOCIETE  
SELON LE SYSTEME DE VALEURS PRIORITAIRES  
(Ensemble de la Communauté, novembre 1976)

	Base	%	Indice d'attitude à l'égard d'un changement de société (1)
<u>Système de valeurs :</u>			
Matérialistes	3141	38%	2,30
Mixtes	4161	51	2,19
Post-matérialistes	882	11	<u>1,96</u>

(1) La valeur 1,0 de l'indice correspond à l'option révolutionnaire, la valeur 2,0 à l'option réformiste et la valeur 3,0 à l'option de défense contre la subversion.

(1) Voir l'étude (à paraître) citée p. 15.

(2) Voir plus haut, pp. 11 à 14.

(3) Cette analyse, du type M.C.A. ("Multiple Classification Analysis"), n'est pas reproduite ici et fera l'objet ultérieurement d'un document de travail.

LES ATTITUDES A L'EGARD DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE  
ET DU MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE

Deux questions ont été posées afin de suivre l'évolution des attitudes à l'égard de la Communauté européenne et du mouvement d'unification de l'Europe:

"D'une façon générale, pensez-vous que le fait (pour votre pays) de faire partie de la Communauté européenne (Marché commun) est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise?"

"Certains considèrent la Communauté européenne (Marché commun) comme une première étape vers une union plus étroite entre les pays membres. Vous, personnellement, estimez-vous qu'il faut accélérer le mouvement d'unification de l'Europe, le ralentir ou continuer comme maintenant?"

1. LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ("MARCHÉ COMMUN")

La question est régulièrement posée, tous les six mois, depuis l'automne 1973. Pour l'ensemble de la Communauté, les variations observées sont de très faible amplitude: après une diminution de 10 points entre l'automne 1975 et le printemps 1976, le pourcentage favorable de septembre 1973 a été retrouvé: six personnes sur dix (57%) estiment que la Communauté est une "bonne chose", entre une et deux sur dix (14%) que c'est une "mauvaise chose".

(Voir tableau n° 11).

Tableau n° 11

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (MARCHÉ COMMUN): BONNE CHOSE OU MAUVAISE CHOSE  
(Ensemble de la Communauté. Evolution 1973-1977)

		Bonne chose	Mauvaise chose	Ni bonne ni mauvaise	Sans réponse	Total
1973	septembre	56%	11%	20%	13%	100%
1974	mai	59	14	18	9	100
	novembre	60	14	18	8	100
1975	mai	59	9	23	9	100
	oct.-nov.	63	9	21	7	100
1976	mai	53	14	24	9	100
	novembre	55	13	25	7	100
1977	avril-mai	57	14	21	8	100

Tableau n° 12 (suite)

	Bonne chose	Mauvaise chose	Ni bonne ni mauvaise	Sans réponse	Total
Deutschland					
sept. 1973	63%	4%	22%	11%	100%
mai 1975	56	8	28	8	100
oct.-nov. 1975	61	6	27	6	100
mai 1976	48	12	30	10	100
nov. 1976	57	5	31	7	100
avril-mai 1977	54	8	23	15	100
United Kingdom					
sept. 1973 (2)	31	34	22	13	100
mai 1975	47	21	19	13	100
oct.-nov. 1975	50	24	18	8	100
mai 1976	39	35	18	8	100
nov. 1976	39	34	21	6	100
avril-mai 1977	35	40	22	3	100
Danmark					
sept. 1973	42	30	19	9	100
mai 1975	36	25	28	11	100
oct.-nov. 1975	41	27	24	8	100
mai 1976	36	29	22	13	100
nov. 1976	29	34	28	9	100
avril-mai 1977	30	30	30	10	100
COMMUNAUTE (3)					
sept. 1973	56	11	20	13	100
mai 1975	59	9	23	9	100
oct.-nov. 1975	63	9	21	7	100
mai 1976	53	14	24	9	100
nov. 1976	55	13	25	7	100
avril-mai 1977	57	14	21	8	100

(1) Les pays sont classés dans l'ordre décroissant des fréquences de la réponse "bonne chose" en avril-mai 1977.

(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

(3) Moyenne pondérée.

L'attitude favorable à la Communauté européenne est légèrement moins répandue parmi les femmes (54%) que parmi les hommes (61%), et surtout parmi les femmes âgées de 55 ans et au delà (45%). Les habitants des villages sont un peu plus favorables que ceux des petites ou grandes villes (61 contre 55%), mais les critères les plus discriminants sont le revenu, l'instruction et surtout l'aptitude au leadership. Les leaders sont une fois et demie plus fréquemment favorables que les non-leaders.

(Voir tableau n° 13).

Tableau n° 13

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (MARCHE COMMUN): BONNE CHOSE OU MAUVAISE CHOSE  
SUIVANT LE SEXE, LE REVENU, L'INSTRUCTION ET L'APTITUDE AU LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté, avril-mai 1977)

	Base	Bonne chose	Mauvaise chose	Ni bonne ni mauvaise	Sans réponse	Total
Ensemble	9067	57%	14%	21%	8%	100%
Hommes	4361	61	14	20	5	100
Femmes	4706	54	13	23	10	100
<u>Revenu</u>						
Modeste	1976	52	15	23	10	100
Moyen inférieur	1601	57	14	20	9	100
Moyen supérieur	2168	56	17	20	7	100
Aisé	1954	68	9	20	3	100
<u>Niveau d'instruction</u>						
Bas	4780	51	17	22	10	100
Moyen	2606	60	12	22	6	100
Elevé	1681	72	7	16	5	100
<u>Degré de leadership</u>						
Non-leaders (--)	1886	43	16	24	17	100
( -)	3166	57	13	23	7	100
( +)	2804	64	11	20	5	100
Leaders (++)	1212	66	16	16	2	100

## 2. LE MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE

Les réponses à cette question sont très stables: quatre personnes sur dix, en moyenne, (42%) sont en faveur de l'accélération, trois sur dix (34%) en faveur de la continuation et seulement une sur dix (11%) en faveur du ralentissement.

Les Italiens et les Luxembourgeois sont très largement en faveur de l'accélération et paraissent même l'être de plus en plus.

Dans les autres pays, le public est plus partagé:

- en France, l'accélération l'emporte sur la simple continuation avec 45 et 37 % respectivement; de même en Allemagne, mais de justesse (38 contre 35 %);
- en Belgique, aux Pays-Bas et en Irlande, l'opinion prévaut qu'il vaut mieux continuer comme maintenant;
- au Royaume-Uni et surtout au Danemark, la réponse "continuer comme maintenant" est la plus fréquente, mais deux ou trois personnes sur dix préféreraient ralentir le mouvement.

(Voir tableau n° 14).

Tableau n° 14

ACCELERER, CONTINUER COMME MAINTENANT OU RALENTIR

LE MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE

SUIVANT LE PAYS (1)

	Accélérer	Continuer comme mainte- nant	Ralentir	Sans réponse	Total
Italia					
sept. 1973	55%	18%	2%	25%	100%
oct.-nov. 1975	61	17	4	18	100
mai 1976	58	16	4	22	100
nov. 1976	65	14	5	16	100
avril-mai 1977	66	17	5	12	100
Luxembourg					
sept. 1973	56	29	1	14	100
oct.-nov. 1975	52	33	4	11	100
mai 1976	55	20	9	16	100
nov. 1976	55	26	6	13	100
avril-mai 1977	60	22	7	11	100
France					
sept. 1973	36	40	3	21	100
oct.-nov. 1975	45	36	6	13	100
mai 1976	43	37	7	13	100
nov. 1976	42	35	10	13	100
avril-mai 1977	45	37	7	11	100
Deutschland					
sept. 1973	49	34	4	13	100
oct.-nov. 1975	47	36	6	11	100
mai 1976	39	34	10	17	100
nov. 1976	41	37	9	13	100
avril-mai 1977	38	35	9	18	100
Belgique/België					
sept. 1973	33	43	3	21	100
oct.-nov. 1975	39	28	3	30	100
mai 1976	40	32	5	23	100
nov. 1976	40	37	5	18	100
avril-mai 1977	38	41	5	16	100
Nederland					
sept. 1973	32	47	6	15	100
oct.-nov. 1975	33	38	4	25	100
mai 1976	43	37	7	13	100
nov. 1976	41	42	6	11	100
avril-mai 1977	37	51	4	8	100



Tableau n° 14 (suite)

	Accélérer	Continuer comme mainte- nant	Ralentir	Sans réponse	Total
Ireland					
sept. 1973	25	45	12	18	100
oct.-nov. 1975	35	40	12	13	100
mai 1976	31	40	14	15	100
nov. 1976	33	40	10	17	100
avril-mai 1977	33	44	14	9	100
United Kingdom					
sept. 1973 (2)	17	40	24	19	100
oct.-nov. 1975	24	45	17	14	100
mai 1976	23	42	24	11	100
nov. 1976	26	46	17	11	100
avril-mai 1977	24	43	23	10	100
Danmark					
sept. 1973	12	44	36	8	100
oct.-nov. 1975	13	33	37	17	100
mai 1976	13	33	32	22	100
nov. 1976	14	38	30	18	100
avril-mai 1977	12	39	30	19	100
COMMUNAUTE (3)					
sept. 1973	38	34	9	19	100
oct.-nov. 1975	43	34	8	15	100
mai 1976	40	33	11	16	100
nov. 1976	42	34	11	13	100
avril-mai 1977	42	34	11	13	100

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages de la réponse "accélérer" en avril-mai 1977.

(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

(3) Moyenne pondérée.

Dans tous les pays sans exception, (mais surtout en Belgique, en Allemagne et en France), les leaders d'opinion -c'est-à-dire ceux qui sont à la fois plus instruits, mieux informés et plus politisés- se prononcent plus fréquemment pour l'accélération du mouvement d'unification de l'Europe. Dans les six pays fondateurs de la Communauté, la majorité des leaders s'exprime en ce sens.

(Voir tableau n° 15).

Tableau n° 15

ACCELERER LE MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE  
PAR PAYS, SUIVANT LE DEGRE DE LEADERSHIP (1)

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
Italia	50%	66%	72%	75%
Luxembourg	50	60	60	78
France	<del>28</del>	39	51	<del>61</del>
Deutschland	<del>23</del>	36	45	<del>58</del>
Belgique/België	<del>23</del>	38	49	<del>60</del>
Nederland	29	29	39	54
Ireland	28	34	32	48
United Kingdom	17	22	26	34
Danmark	6	11	14	17
COMMUNAUTE (2)	28%	39%	47%	58%

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages de la réponse "accélérer".

(2) Moyenne pondérée.

III

L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

De nombreuses questions -plus nombreuses que dans les enquêtes précédentes- ont été posées, en avril-mai 1977, au sujet de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. En effet, une fois achevées les procédures nationales de ratification des accords conclus en septembre 1976 et adoptées dans chaque pays les lois électorales correspondantes, la campagne des partis politiques va s'ouvrir. Il est du plus haut intérêt pour la recherche et pour l'action de mettre à la disposition de tous les intéressés, c'est-à-dire finalement des citoyens d'Europe, considérés pour la première fois comme électeurs, les éléments de repérage et d'orientation qui pourront leur être utiles.

Cette étude se poursuivra jusqu'aux élections elles-mêmes, prévues pour mai ou juin 1978, et les résultats des sondages et des analyses seront mis à la disposition de tous, sans aucune discrimination.

x  
x x

Parmi les questions qui ont été posées, certaines l'avaient déjà été précédemment, et permettent de suivre l'évolution des opinions exprimées. D'autres ont été posées pour la première fois en avril-mai 1977, notamment en vue de préciser l'image que le public se fait du rôle du Parlement européen, et du parlementaire européen, par comparaison avec les parlements et parlementaires nationaux. Enfin quelques questions commencent une série pré-électorale, pour ainsi dire, et portent sur l'intention que disent avoir les personnes interrogées de participer ou de ne pas participer à l'élection de l'an prochain.

L'exposé qui va être fait des résultats de cette recherche est provisoire, en ce sens qu'il devra être complété et approfondi ultérieurement par des analyses.

Nous examinerons successivement, et sans tenir compte ici de l'ordre suivant lequel étaient disposées les questions dans le questionnaire (1):

- l'attitude à l'égard du Parlement national et du rôle des parlementaires nationaux;
- l'information générale du public au sujet du projet d'élection du Parlement européen et son attitude à ce sujet;
- les thèmes reconnus comme prioritaires pour la campagne électorale et la stratégie attendue des partis politiques;
- l'intention de participer au vote et le choix d'une tendance politique.

---

(1) A côté de la formulation de chaque question sera indiqué le numéro de la question. Le lecteur pourra ainsi aisément reconstituer l'ordre des questions.

1. L'ATTITUDE GENERALE  
A L'EGARD DU PARLEMENT NATIONAL  
ET DU ROLE DES PARLEMENTAIRES NATIONAUX (1)

"A votre avis, actuellement, le Parlement joue-t-il dans la vie de (votre pays) un rôle très important, important, peu important ou pas important du tout?" (Q. 118).

"Vous-même, souhaiteriez-vous que le Parlement joue un rôle plus important ou moins important qu'à l'heure actuelle?" (Q. 119).

"Quel est, à votre avis, le rôle le plus important du Parlement? MONTRER CARTE). Et en second lieu?"

- Débattre des grands problèmes
- Surveiller le gouvernement et le soutenir ou s'y opposer
- Contrôler l'emploi des fonds publics
- Contrôler ce que fait l'administration
- Proposer, discuter et voter des lois
- Enquêter sur les scandales et les abus" (Q. 120).

"Quel est, à votre avis, la plus importante des tâches d'un député? (MONTRER CARTE).

- Aider les électeurs de sa circonscription à résoudre leurs problèmes (2)
- Soutenir l'action de son parti au Parlement
- Prendre part aux débats parlementaires, poser des questions sur l'action du gouvernement" (Q. 121).

1° Le rôle du Parlement national

De toute évidence, trois pays attribuent une haute importance à leur parlement national: le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande, immédiatement suivis par les Pays-Bas. Viennent ensuite l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique. La France et l'Italie se situent aux deux derniers rangs, avec néanmoins une majorité de la population (58% en France et 57% en Italie) considérant que le rôle du parlement national est "important" ou "très important".

(Voir tableau n° 16).

Curieusement, ce sont les Italiens (75%) et les Irlandais (65%) qui sont les plus nombreux à souhaiter que leur parlement national joue un rôle plus important. C'est un phénomène que l'on observe assez fréquemment dans les études d'opinion: sans doute les Italiens expriment-ils une aspiration motivée par ce qui leur apparaît comme une carence, puisqu'ils sont les plus nombreux à juger peu ou pas du tout important le rôle actuel

(1) La formulation de la question était adaptée au système institutionnel et au vocabulaire politique de chaque pays. Par exemple, en France, les questions portaient sur "l'Assemblée nationale (ou Chambre des Députés)", au Royaume-Uni sur "own Parliament at Westminster", etc...

(2) Cet item était formulé de façon légèrement différente aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, pour être mieux adapté à la situation:

- "Helpen bij het oplossen van de individuele problemen van de burgers"
- "To help solve problems of individual citizens".

de leur parlement, tandis que les Irlandais, tout en appréciant hautement l'importance de leur parlement, voudraient lui voir jouer un rôle encore plus grand (1).

Dans les autres pays, environ la moitié des personnes interrogées au Royaume-Uni (53%), en France (50%) et en Belgique (47%) souhaitent un rôle plus important pour leur parlement national. Aux Pays-Bas, au Danemark, au Luxembourg et en Allemagne, l'opinion qui prévaut spontanément est que "cela va bien comme cela".

(1) Une analyse croisée des réponses aux deux questions montre que, comme l'on pouvait s'y attendre, les personnes qui estiment peu ou pas du tout important le rôle actuel du Parlement de leur pays sont plus enclines que les autres à souhaiter que ce rôle devienne plus important. C'est également le cas en Italie, tandis qu'en Irlande, quelle que soit l'appréciation portée sur le rôle actuel du parlement, environ les deux tiers du public souhaite une augmentation de ce rôle.

ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTE

Souhaitent pour le parlement un rôle:

plus important    moins important    le même    Sans réponse

Sur 100 personnes qui jugent le rôle actuel du parlement:

- très important ou important	49%	8%	35%	8%
- peu important ou pas du tout important	72	11	8	9

ITALIA

Souhaitent pour le parlement un rôle:

plus important    moins important    le même    Sans réponse

Sur 100 personnes qui jugent le rôle actuel du parlement:

- très important ou important	74%	5%	17%	4%
- peu important ou pas du tout important	93	3	3	1

IRELAND

Souhaitent pour le parlement un rôle:

plus important    moins important    le même    Sans réponse

Sur 100 personnes qui jugent le rôle actuel du parlement:

- très important ou important	69%	6%	21%	4%
- peu important ou pas du tout important	60	23	7	10

On notera également que 15% des Britanniques souhaiteraient voir leur parlement jouer un rôle moins important, (sans que l'on puisse, sans analyses plus approfondies, attribuer cette réponse à un quelconque anti-parlementarisme ou aux courants qui se développent en faveur de la dévolution de compétences plus étendues à des parlements "régionaux") (1).

Près d'un quart des Belges (24%) et plus d'un Français sur cinq (21%) ne répondent pas à la question.

(Voir tableau n° 17).

(1) La fréquence de cette réponse est en corrélation positive avec le niveau d'instruction.

Tableau n° 16

L'IMPORTANCE DU RÔLE DU PARLEMENT NATIONAL

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Très important	17	42	22	13	42	16	15	27	45	25
Important	45	44	54	45	35	41	62	55	31	44
Peu important	15	8	15	23	14	26	12	11	17	19
Pas important du tout	3	.	1	6	5	8	2	2	4	4
Sans réponse	20	6	8	13	4	9	9	5	3	8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice (2)	2,95	3,35	3,05	2,76	3,20	2,71	2,99	3,13	3,22	2,97

(1) Moyenne pondérée.

(2) "Très important" = 4; "pas important du tout" = 1.

Tableau n° 17

LE SOUHAIT QUANT AU RÔLE QUE DEVRAIT JOUER LE PARLEMENT NATIONAL

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Un rôle plus important	47	35	35	50	65	75	41	36	53	51
Un rôle moins important	6	8	10	4	9	4	6	8	15	8
Le même rôle (réponse spontanée)	23	45	37	25	18	11	42	49	25	27
Sans réponse	24	12	18	21	8	10	11	7	7	14
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Moyenne pondérée.

L'importance reconnue au rôle du parlement national et l'aspiration quant à l'augmentation de cette importance sont donc des caractéristiques communes -quelles que soient les nuances observées- aux neuf pays de la Communauté européenne; cela n'est pas surprenant puisque tous ces pays ont en commun, en dépit des vicissitudes de l'histoire, une longue tradition de démocratie parlementaire.

Reste à examiner maintenant de façon succincte si et dans quelle mesure on observe des différences significatives entre les diverses catégories de la population à l'intérieur des pays. Ce ne semble pas être le cas. Ni le sexe, ni l'âge, ni le niveau d'instruction, ni le revenu, ni le mode d'habitat ne discriminent sensiblement entre les résultats (1). Seule l'aptitude au leadership est nettement en corrélation positive avec le souhait d'un rôle plus important pour le parlement national.

(Voir tableau n° 18).

(1) On notera toutefois, en attendant les résultats de recherches ultérieures sur ce sujet, que les femmes âgées (55 ans et plus) et les jeunes hommes (15-24 ans) se prononcent moins fréquemment pour l'augmentation du rôle du parlement. Serait-ce le signe d'une certaine désillusion parmi les citoyens du sexe masculin que ne partageraient pas les jeunes citoyennes pour qui la politique est un nouveau domaine de responsabilité? L'hypothèse devrait être vérifiée par une étude spéciale sur les aspirations de la jeunesse.

Tableau n° 18

LE SOUHAIT D'UN RÔLE PLUS IMPORTANT OU MOINS IMPORTANT POUR LE PARLEMENT NATIONAL  
SUIVANT LE SEXE, L'ÂGE, L'INSTRUCTION, LE REVENU ET LE DEGRÉ DE LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté)

	Base	Un rôle plus im- portant	Un rôle moins important	Le même rôle	Sans réponse
Ensemble	9067	51%	8%	27%	14%
<u>Hommes</u>	4361	56	9	26	9
dont: 15-24 ans	785	46	12	30	12
25-39	1199	55	10	26	9
40-54	1111	59	7	27	7
55 et plus	1241	59	7	24	10
<u>Femmes</u>	4706	48	7	26	19
dont: 15-24 ans	836	50	11	22	17
25-39	1325	48	7	30	15
40-54	1163	48	6	26	20
55 et plus	1339	45	6	26	23
<u>Niveau d'instruction</u>					
Bas	4780	53	7	24	16
Moyen	2606	49	9	30	12
Elevé	1681	50	11	28	11
<u>Revenu</u>					
Modeste	1976	54	6	21	19
Moyen inférieur	1601	53	8	25	14
Moyen supérieur	2168	51	8	28	13
Aisé	1954	51	11	31	7
<u>Degré de leadership</u>					
Non-leaders (--)	1886	44	6	23	27
( - )	3166	51	8	27	14
( + )	2804	52	9	30	9
Leaders (++)	1212	63	9	22	6



## 2° L'image du rôle du parlement national

Les particularités de la culture politique de chaque pays apparaissent de nouveau avec les réponses à une question plus fine comportant six fonctions généralement reconnues aux parlements nationaux et deux possibilités de choix (en premier lieu et en second lieu).

En bref, pour les Irlandais, les Britanniques et les Danois, dont on a vu plus haut l'importance qu'ils attribuent au rôle actuel de leur parlement national, le rôle du parlement est d'abord de contrôler l'emploi des fonds publics. Pour les Français, les Luxembourgeois et les Allemands, il s'agit surtout de proposer, discuter et voter les lois. Pour les Italiens, le parlement a pour fonction de débattre des grands problèmes et -influence de l'actualité!- d'enquêter sur les scandales et les abus. Les Allemands insistent à la fois sur la surveillance du gouvernement et le soutien (ou l'opposition) à son action, d'une part, et sur le vote des lois, d'autre part. Quant aux Néerlandais et aux Belges, ils ne semblent guère faire de différences entre les différentes fonctions du parlement.

(Voir tableau n° 19).

Sous réserve d'analyses plus approfondies, il ne semble pas que ces images diffèrent sensiblement d'une catégorie sociale à l'autre. Toutefois, on pourrait probablement distinguer entre une image plus "populaire" du rôle du parlement national (contrôler l'emploi des fonds publics, enquêter sur les scandales et les abus) et une image plus "cultivée" (proposer, discuter et voter des lois, surveiller le gouvernement, le soutenir ou s'y opposer).

(Voir tableau n° 20).

Tableau n° 19

LE RÔLE LE PLUS IMPORTANT ATTRIBUE AU PARLEMENT NATIONAL (1)  
(Premier et second choix cumulés)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE <sub>(2)</sub>
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Contrôler l'emploi des fonds publics	33	54	33	28	70	33	39	38	64	40
Proposer, discuter et voter des lois	30	39	43	48	29	29	43	29	32	37
Débattre des grands problèmes	36	33	19	35	29	41	30	36	41	34
Surveiller le gouvernement, le soutenir ou s'y opposer	29	16	47	38	24	20	31	38	27	33
Enquêter sur les scandales et les abus	29	17	23	24	27	40	13	26	11	25
Contrôler l'administration	15	23	15	14	14	26	21	25	16	18

(1) Les items sont ici classés suivant l'ordre décroissant des fréquences moyennes des réponses pour l'ensemble de la Communauté.

(2) Moyenne pondérée.

2. L'INFORMATION ET LES ATTITUDES GENERALES  
DU PUBLIC AU SUJET DE L'ELECTION  
DU PARLEMENT EUROPEEN

"Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision quelque chose au sujet du Parlement européen, c'est-à-dire de l'Assemblée parlementaire de la Communauté européenne (ou "Marché commun")?" (Q. 123)

SI OUI: "Pouvez-vous vous rappeler de quoi il s'agissait?"  
(NE PAS PRESSER. NE RIEN SUGGERER). (Q. 124)

A TOUS: "D'après ce que vous en savez, est-ce que jusqu'à maintenant le Parlement européen actuel a joué dans la vie de la Communauté européenne (Marché commun) un rôle très important, important, peu important ou pas important du tout?" (Q. 125)

"En 1978, il est prévu d'élire les membres du Parlement européen dans chacun des pays de la Communauté européenne, y compris (le vôtre). Tous les citoyens seront appelés à voter. Vous-même, êtes-vous pour ou contre cette élection?" (Q. 126)

"Pour vous personnellement, est-ce qu'aller voter à cette élection c'est important ou pas important?" (Q. 127)

"Laquelle des deux opinions suivantes correspond le mieux à votre opinion concernant les élections au Parlement européen? (MONTRER CARTE):

- C'est un événement gros de conséquences qui fera nécessairement avancer l'unification politique de l'Europe
- C'est un événement de peu d'importance, car les gouvernements nationaux ne seront pas tenus par les votes du Parlement européen".

1° Le niveau d'information

Il faut se rendre à l'évidence: vivant, pour certains d'entre eux, à l'écart des grands courants d'information (1) ou bombardés par une abondance de nouvelles difficilement assimilables parce que insuffisamment commentées et expliquées, près de la moitié du public, en moyenne, était incapable, en avril-mai 1977, de dire s'ils avaient lu ou entendu récemment quelque chose au sujet du Parlement européen.

Qui plus est, parmi celles qui répondaient positivement, seulement une moitié, c'est-à-dire le quart des personnes interrogées, citaient spontanément l'élection des membres du Parlement européen.

(1) Des enquêtes récentes (1976) ont montré que seulement 55% en moyenne des personnes interrogées dans les neuf pays de la Communauté lisent un journal quotidien "tous les jours" et près de 30% "de temps en temps" ou "jamais". Voir J.R. RABIER: "La lecture des journaux quotidiens dans les pays de la Communauté européenne", document de travail, Commission des Communautés, 6 juin 1977.

Ainsi que le montre le tableau n° 23, près de quatre personnes sur dix (37%) citent spontanément l'élection en France et au Luxembourg, les deux pays où le Parlement européen tient ses sessions plénières. Le score tombe à une personne sur quatre en Italie et au Danemark (25%), une sur six en Irlande (17%) et moins d'une sur sept aux Pays-Bas (13%).

Comme c'est généralement le cas pour les questions d'information socio-politique, les femmes sont beaucoup moins informées que les hommes, particulièrement en France, et les jeunes hommes (15-24 ans) que les hommes plus âgés. Les habitants des grandes villes sont un peu mieux informés que ceux des petites villes et des villages. Les critères les plus discriminants sont le revenu, le niveau d'instruction et surtout le degré de leadership; cette dernière variable a un impact particulièrement fort en France, en Belgique, en Italie, en Allemagne et au Danemark.

(Voir tableaux n° 24 et 25).

Un grand effort d'intéressement et d'information reste à faire auprès du grand public.

Tableau n° 23

L'INFORMATION DU PUBLIC

AU SUJET DE L'ELECTION DES MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN (1)

	Disent avoir lu ou entendu récemment quelque chose au sujet du Parlement européen			N'ont rien lu ni entendu à ce sujet	Ne répondent pas à la question filtrée	Total
	Total	Citent l'élection du Parlement	Ne peuvent citer l'élection du P.E.			
	(A+B)	(A)	(B)	(C)	(D)	(A+B+C+D)
France	57%	37%	20%	40%	3%	100%
Luxembourg	62	37	25	29	9	100
Italia	52	26	26	44	4	100
Danmark	49	25	24	48	3	100
United Kingdom	58	20	38	39	3	100
Belgique/België	46	19	27	45	9	100
Deutschland	33	18	15	47	20	100
Ireland	47	17	30	49	4	100
Nederland	40	13	27	47	13	100
COMMUNAUTE (2)	49	24	25	43	8	100

(1) Les pays sont ici classés suivant l'ordre décroissant de la fréquence des réponses positives à la question sur l'élection du Parlement européen (colonne A).

(2) Moyenne pondérée.

Tableau n° 24

SONT INFORMES DE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

SELON LE SEXE ET L'AGE (1)

(Sur 100 personnes interrogées dans chaque catégorie)

	Ensemble	Hommes					Femmes				
		Total	15-24	25-39	40-54	55+	Total	15-24	25-39	40-54	55+
France	37%	52%	42%	46%	55%	60%	24%	17%	26%	23%	27%
Luxembourg	37	46	(28)	(71)	(27)	(49)	27	(27)	(27)	(30)	(24)
Italia	26	34	28	45	30	31	19	25	21	14	16
Danmark	25	32	21	39	33	32	18	19	23	18	14
United Kingdom	20	27	12	26	35	29	13	10	13	10	15
Belgique/België	19	27	23	34	29	21	13	13	16	13	9
Deutschland	18	25	23	25	25	25	12	18	10	15	10
Ireland	17	22	19	26	21	22	11	8	14	13	11
Nederland	13	18	13	20	18	19	7	11	5	7	11
COMMUNAUTE (2)	24	33	25	34	34	35	16	17	16	15	15

(1) (2) Voir notes sous le tableau n° 23.

Tableau n° 25

SONT INFORMES DE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
SELON LE REVENU, LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LE DEGRE DE LEADERSHIP (1)  
(Sur 100 personnes interrogées dans chaque catégorie)

	Ensemble	Revenu				Niveau d'instruction			Degré de leadership			
		Modes- te	Moyen inf.	Moyen sup.	Aisé	Bas	Moyen	Elevé	Non- leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
France	37%	30%	37%	36%	54%	25%	40%	53%	13%	32%	48%	57%
Luxembourg	37	(25)	(32)	(39)	(53)	(19)	(44)	(55)	(20)	(29)	(48)	(47)
Italia	26	19	21	32	36	18	33	43	9	23	31	45
Danmark	25	20	27	26	32	20	30	37	9	22	33	43
United Kingdom	20	11	21	21	28	17	22	26	10	20	24	24
Belgique/België	19	10	18	18	31	10	20	42	9	17	28	47
Deutschland	18	12	21	21	21	14	21	25	6	18	19	42
Ireland	17	11	25	19	18	10	19	27	6	12	26	27
Nederland	13	14	12	13	13	11	11	18	7	8	15	20
COMMUNAUTE (2)	24	18	22	26	32	17	27	38	9	22	29	41

(1) (2) Voir notes sous le tableau n° 23.

## 2° L'importance du rôle attribué au Parlement européen

En dépit du manque d'information qui vient d'être constaté à propos du projet d'élection du Parlement européen, environ les trois quarts des personnes interrogées, en moyenne, expriment une opinion au sujet de l'importance du rôle que joue actuellement ce parlement. C'est un phénomène courant et qu'il convient de bien interpréter: c'est une chose que d'être capable de répondre spontanément à une question portant sur la connaissance d'un problème, surtout si ce problème n'est pas encore entré sous les feux de l'actualité, et c'est une tout autre que de porter un jugement sur un objet -ici une institution- dont on a pu entendre parler en telle ou telle occasion, d'une façon plus ou moins précise, plus ou moins récemment. En d'autres termes, l'opinion exprimée, intéressante en soi pour l'étude des attitudes du public, n'est pas nécessairement fondée sur une connaissance approfondie. Dans le cas qui nous occupe ici, sur dix personnes, en moyenne, qui citent spontanément le projet d'élection, neuf ont une opinion sur l'importance du rôle actuel du Parlement européen, mais, sur dix personnes qui ne sont pas capables de citer ce projet, sept ont aussi une opinion. Pourquoi pas? Cela ne signifie pas, ainsi que le montre l'analyse de ces réponses, que ces personnes ont répondu au hasard, mais que les opinions exprimées sont fondées sur des connaissances, des idées et des représentations de nature fort différente.

L'importance attribuée au rôle actuel du Parlement européen est relativement élevée en Irlande, en Italie, au Royaume-Uni, au Luxembourg et aux Pays-Bas; mais, même dans ces pays, seulement cinq ou six personnes sur dix estiment ce rôle "très important" ou "important". Le score est nettement plus faible en Belgique, au Danemark, en France et surtout en Allemagne.

(Voir tableau n° 26).

Qui plus est, alors que -parmi les personnes qui répondent- l'importance attribuée au Parlement national augmentait pour celles que l'on peut qualifier de leaders "moyens", l'importance attribuée au Parlement européen diminue quand s'élève le degré de leadership. En d'autres termes, les leaders -mieux informés des réalités- s'abstiennent de porter un jugement superficiel sur le rôle actuel du Parlement européen.

(Voir tableau n° 27).

Tableau n° 26

L'IMPORTANCE ATTRIBUEE AU ROLE ACTUEL DU PARLEMENT EUROPEEN

	B	D	DK	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Très important	5	6	3	5	19	16	11	9	20	10
Important	25	17	15	28	34	34	46	40	30	27
Peu important	22	31	41	32	23	19	22	32	23	29
Pas important du tout	8	5	16	10	6	6	7	6	9	10
Sans réponse	40	41	25	25	18	25	14	13	18	24
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice (2)	2,46	2,40	2,07	2,36	2,80	2,80	2,71	2,60	2,73	2,49

(1) Moyenne pondérée.

(2) "Très important" = 4, "pas important du tout" = 1.

Tableau n° 27

COMPARAISON ENTRE L'IMPORTANCE DU RÔLE ATTRIBUE AU PARLEMENT NATIONAL  
ET AU PARLEMENT EUROPEEN  
SELON LE DEGRÉ DE LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté)

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%
<u>1. Rôle du Parlement national</u>				
Très important ou important	61	68	74	68
Plutôt pas important ou pas du tout important	19	24	22	30
Sans réponse	20	8	4	2
Total	100	100	100	100
Indice (1)	2,95	2,96	3,00	2,94
Importance nette (2)	42	44	52	38
<u>2. Rôle du Parlement européen</u>				
Très important ou important	31	37	41	38
Plutôt pas important ou pas du tout important	26	39	43	53
Sans réponse	43	24	16	9
Total	100	100	100	100
Indice (1)	2,56	2,49	2,50	2,40
Importance nette (2)	5	-2	-2	-15

(1) Voir note (2) sous le tableau n° 26.

(2) Différence entre total "important" et total "peu ou pas important".



### 3° L'attitude à l'égard de l'élection

Ni le manque d'information, ni le jugement assez restrictif sur l'importance du rôle que joue actuellement le Parlement européen n'empêchent la grande majorité des citoyens de se prononcer de façon positive sur l'élection au suffrage universel: 72% en avril-mai 1977 contre 69% en novembre 1976 et 54% à l'automne 1973. (Voir tableau n° 28).

Tableau n° 28

POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT  
(Ensemble de la Communauté) (1)

	septembre 1973	mai 1975	oct.-nov 1975	mai 1976	novembre 1976	avril-mai 1977
	%	%	%	%	%	%
Tout à fait pour	24 } 54	27 } 63	25 } 64	28 } 62	31 } 69	34 } 72
Plutôt pour	30 }	36 }	39 }	34 }	38 }	38 }
Plutôt contre	12 } 23	9 } 18	10 } 18	11 } 21	8 } 14	8 } 13
Tout à fait contre	11 }	9 }	8 }	10 }	6 }	5 }
Sans réponse	23	19	18	17	17	15
Total	100	100	100	100	100	100

Bien entendu, ceux qui peuvent citer spontanément le projet d'élection, soit une personne interrogée sur quatre, sont plus fréquemment en faveur de cette élection (82%), mais encore 69% de celles qui ne le peuvent pas se prononcent aussi pour l'élection.

De même, 91% des personnes qui jugent important le rôle actuel du Parlement européen sont en faveur de l'élection, mais aussi 39% de celles qui jugent ce rôle peu ou pas important.

(Voir tableau n° 29).

Tableau n° 29  
POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
SELON L'INFORMATION SUR CE SUJET  
ET SELON L'IMPORTANCE ATTRIBUEE AU ROLE ACTUEL DE CE PARLEMENT  
(Ensemble de la Communauté, avril-mai 1977)

	Base	Pour l'élection	Contre l'élec- tion	Sans réponse	Total
- Sur 100 personnes qui peuvent citer spontanément le projet	2168	82%	13%	5%	100%
- Sur 100 personnes qui ne peuvent pas citer le projet	6899	69	13	18	100
- Sur 100 personnes qui estiment très important ou important le rôle actuel du Parlement européen	6053	91%	6%	3%	100%
- Sur 100 personnes qui estiment peu ou pas du tout important le rôle actuel du Parlement européen	1835	39	41	20	100

Par rapport à l'enquête de septembre 1973, la première qui ait été faite dans les neuf pays de la Communauté élargie, les scores favorables à l'élection ont augmenté dans tous les pays, sauf en Allemagne.

(Voir tableau n° 30).

Les plus fortes augmentations ont été enregistrées au Royaume-Uni (de 33 à 67 %: +34 points) et en Irlande (de 45 à 76 %: + 31 points), ainsi qu'en France (de 51 à 74 %: +23 points) et aux Pays-Bas (de 62 à 82 %: +20 points). Dans les deux premiers de ces pays (nouveaux membres de la Communauté), l'augmentation des attitudes favorables semble provenir surtout de la diminution des voix hostiles à l'élection, tandis que dans les deux autres elle proviendrait surtout de la diminution des non-réponses (1):

(1) Nous disons bien "semble provenir". Les personnes interrogées étant différentes à chaque sondage, il n'est pas possible d'apporter la preuve de changement d'attitude au niveau des personnes.

	Augmentation des "pour"	Diminution des "contre"	Diminution des non-réponses
United Kingdom (1)	34	27	7
Ireland	31	19	12
France	23	6	17
Nederland	20	7	13

En ce qui concerne l'Allemagne, ce pays était au deuxième rang, suivant l'ordre des pourcentages favorables, en 1973; il est aujourd'hui au sixième, avec un pourcentage inchangé (69%). Il semble qu'une partie des réponses "tout à fait pour" se soit reportée sur une position moins engagée et qu'une partie des répondants moins engagés choisissent aujourd'hui de ne pas répondre, exprimant ainsi une certaine désillusion.

(1) Non compris Northern Ireland en 1973.

Tableau n° 30

EVOLUTION DES ATTITUDES FAVORABLES ET DEFAVORABLES  
A L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN (1)

	septembre 1973				avril-mai 1977				Augmen- tation des "pour"
	Pour	Contre	Sans ré- ponse	Total	Pour	Con- tre	Sans ré- ponse	Total	
Luxembourg	67%	12%	21%	100%	85%	7%	8%	100%	18
Nederland	62	16	22	100	82	9	9	100	20
Italia	74	12	21	100	80	10	10	100	6
Ireland	45	31	24	100	76	12	12	100	31
France	51	18	31	100	74	12	14	100	23
Deutschland	69	12	19	100	69	8	23	100	0
United Kingdom (2)	33	49	18	100	67	22	11	100	34
Belgique/België	52	14	34	100	64	13	23	100	12
Danmark	36	43	21	100	44	27	29	100	8
COMMUNAUTE (3)	54	23	23	100	72	13	15	100	18

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages de réponses positives en avril-mai 1977.

(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

(3) Moyenne pondérée.

Notons enfin que, dans tous les pays sans exception, les leaders d'opinion sont plus favorables que les non-leaders à l'élection du Parlement européen, et de plus en plus favorables.

La différence entre leaders et non-leaders est surtout marquée en Allemagne: 91% de "pour" parmi les premiers et seulement 47% parmi les seconds.

De 1973 à 1977 l'augmentation des attitudes favorables parmi les leaders a été plus forte qu'ailleurs en Irlande (de 57 à 84 %: +27 points) et au Royaume-Uni (de 51 à 74 %: +23 points).

(Voir tableau n° 31).

Tableau n° 31

LEADERS ET NON-LEADERS FACE A L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

(Evolution par pays de 1973 à 1977) (1)

	septembre 1973				avril-mai 1977			
	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%	%	%	%	%
<u>Belgique/België</u>								
Pour	33	53	72	76	47	65	80	88
Contre	12	15	14	18	16	15	8	4
Sans réponse	55	32	14	6	37	20	12	8
<u>Danmark</u>								
Pour	22	35	39	47	32	46	48	52
Contre	43	40	45	47	23	23	32	35
Sans réponse	35	25	16	6	45	31	20	13
<u>Deutschland</u>								
Pour	32	65	80	88	47	70	75	91
Contre	11	14	12	9	8	10	7	7
Sans réponse	57	21	8	3	45	20	18	2
<u>France</u>								
Pour	34	48	65	72	59	73	84	73
Contre	14	20	22	19	9	12	9	22
Sans réponse	52	32	13	9	32	15	7	5
<u>Irland</u>								
Pour	32	44	56	57	62	76	85	84
Contre	26	33	33	34	15	14	8	8
Sans réponse	42	23	11	9	23	10	7	8
<u>Italia</u>								
Pour	44	62	74	80	71	80	86	84
Contre	8	10	15	15	10	8	8	14
Sans réponse	48	28	11	5	19	12	6	2
<u>Nederland</u>								
Pour	40	65	73	70	56	83	88	86
Contre	16	14	16	23	20	8	7	11
Sans réponse	44	21	11	7	24	9	5	3

Tableau n° 31 (suite)

	septembre 1973				avril-mai 1977			
	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%	%	%	%	%
United Kingdom (2)								
Pour	18	33	40	51	54	69	71	74
Contre	48	49	51	42	26	20	21	23
Sans réponse	34	18	9	7	20	11	8	3

(1) Non compris le Luxembourg, eu égard à la taille de l'échantillon.

(2) Great Britain en 1973.

Les données qui viennent d'être présentées et commentées montrent bien la complexité des attitudes du public à l'égard de l'élection du Parlement européen et probablement aussi de la Communauté européenne et du mouvement d'unification de l'Europe: manque d'information, faible implication, mais orientation favorable dans la masse du public, et cela dans presque tous les pays membres: le Danemark étant le seul à faire encore exception. Parmi les leaders d'opinion, l'attitude est encore plus favorable, mais surtout elle est fondée sur une meilleure information et une plus forte implication. C'est là, semble-t-il, un point très important pour l'action des partis politiques et autres organisations au cours de la première campagne électorale pour l'élection des membres du Parlement.

Mais avant d'examiner d'autres aspects de cette campagne électorale, il nous reste à présenter les réponses à deux autres questions:

- l'importance que les personnes interrogées attachent au fait d'aller voter;
- l'importance attachée aux résultats des élections, c'est-à-dire à cette sorte de légitimation qu'obtiendra le Parlement européen du fait de l'élection de ses membres au suffrage universel direct.

#### L'importance d'aller voter

En moyenne, plus de deux "Européens" sur trois (67%) estiment que pour eux personnellement ce sera une chose importante que d'aller voter à cette élection des membres du Parlement européen.

S'expriment plus fréquemment en ce sens les Néerlandais, suivis de près par les Italiens, les Irlandais, les Britanniques et les Luxembourgeois. Les Français, les Belges, les Allemands et les Danois sont légèrement en retrait. Mais partout, sauf au Danemark, la majorité du public estime important d'aller voter.

(Voir tableau n° 32).

Les leaders d'opinion, comme l'on pouvait s'y attendre, sont plus largement convaincus de l'importance de ce vote.

(Voir tableau n° 33).

Tableau n° 32

L'IMPORTANCE D'ALLER VOTER A L'ELECTION EUROPEENNE

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Important	55	49	52	69	73	76	72	82	73	67
Pas important	30	24	27	16	20	15	20	12	21	20
Sans réponse	15	27	21	15	7	9	8	6	6	13
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Moyenne pondérée.

Tableau n° 33

L'IMPORTANCE D'ALLER VOTER A L'ELECTION EUROPEENNE

SUIVANT LE DEGRE DE LEADERSHIP

(Ensemble de la Communauté)

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%
Important	49	66	75	78
Pas important	25	21	17	17
Sans réponse	26	13	8	5
Total	100	100	100	100

### L'importance de l'élection

L'importance personnellement attachée au fait d'aller voter exprime certainement, dans une certaine mesure, l'attachement des citoyens au suffrage universel, comme pratique et comme symbole. C'est sans doute pour-quoi sont un peu moins nombreux (53%) ceux qui estiment que l'élection du Parlement sera "un événement gros de conséquences, qui fera nécessairement avancer l'unification politique de l'Europe".

Plus ou moins six personnes sur dix sont de cet avis au Luxembourg, en Italie, en France et aux Pays-Bas; un peu moins (50 à 55 %) en Belgique, au Royaume-Uni et en Irlande; quatre personnes sur dix en Allemagne et au Danemark.

L'importance de l'élection tend à augmenter dans tous les pays, sauf l'Allemagne, à mesure que l'échéance se rapproche et que le débat politique s'instaure.

(Voir tableau n° 34).

Cette évolution est un peu plus marquée parmi les leaders d'opinion: à peine un sur dix s'abstient de répondre, et l'opinion positive gagne sur l'opinion négative. On ne saurait dire, au stade actuel de l'analyse, si c'est l'importance attachée à l'événement qui détermine une attitude favorable -processus de conviction- ou si c'est le contraire -processus de justification. Les deux peuvent d'ailleurs aller de pair, suivant un processus d'adaptation psycho-sociale à l'échéance d'un événement non redouté, et même considéré comme plutôt attrayant, qui gagne à la fois en saillance et en faveur dans de larges couches du public.

(Voir tableau n° 35).

x  
x x

On trouvera dans le tableau n° 36 les résultats détaillés pays par pays de la question principale -"pour" ou "contre" l'élection du Parlement européen- et l'évolution des réponses de 1973 à 1977.

Tableau n° 34  
L'IMPORTANCE DE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
- C'est un événement gros de conséquences qui fera nécessairement avancer l'unification politique de l'Europe										
nov. 1976	53	35	47	46	38	56	53	48	41	48
avril-mai 1977	55	40	41	58	50	62	64	58	51	53
- C'est un événement de peu d'importance car les gouvernements nationaux ne seront pas tenus par les votes du Parlement européen (2)										
nov. 1976	19	33	35	28	27	19	25	29	31	28
avril-mai 1977	16	25	37	23	28	22	20	28	29	27
- Sans réponse										
nov. 1976	28	32	18	26	35	25	22	23	28	24
avril-mai 1977	29	35	22	19	22	16	16	14	20	20

(1) Moyenne pondérée.

(2) La formulation de novembre 1976 était "les chefs d'Etat ne seront pas tenus...".

Tableau n° 35  
L'IMPORTANCE DE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
SUIVANT LE DEGRE DE LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté)

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%
- Événement gros de conséquences				
nov. 1976	36	46	55	56
avril-mai 1977	36	51	61	62
- Événement de peu d'importance				
nov. 1976	22	30	29	34
avril-mai 1977	26	29	27	29
- Sans réponse				
nov. 1976	42	24	16	10
avril-mai 1977	38	20	12	9



Tableau n° 36  
POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT  
SUIVANT LE PAYS (1)

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Sans réponse	Total
Luxembourg						
sept. 1973	40%	27%	8%	4%	21%	100%
mai 1975	36	33	7	3	21	100
oct.-nov. 1975	31	44	6	1	18	100
mai 1976	36	35	5	4	20	100
nov. 1976	44	33	8	1	14	100
avril-mai 1977	43	42	5	2	8	100
Nederland						
sept. 1973	32	30	11	5	22	100
mai 1975	28	29	7	7	29	100
oct.-nov. 1975	27	32	6	5	30	100
mai 1976	43	31	8	6	12	100
nov. 1976	38	36	6	5	15	100
avril-mai 1977	52	30	6	3	9	100
Italia						
sept. 1973	34	30	8	4	24	100
mai 1975	37	40	6	2	15	100
oct.-nov. 1975	38	40	5	3	14	100
mai 1976	42	32	6	2	18	100
nov. 1976	40	37	5	3	15	100
avril-mai 1977	43	37	7	3	10	100
Ireland						
sept. 1973	15	30	17	14	24	100
mai 1975	20	35	13	9	23	100
oct.-nov. 1975	19	37	15	8	21	100
mai 1976	24	33	17	8	18	100
nov. 1976	29	34	9	5	23	100
avril-mai 1977	46	30	6	6	12	100
France						
sept. 1973	22	29	11	7	31	100
mai 1975	33	35	9	6	17	100
oct.-nov. 1975	26	43	9	4	18	100
mai 1976	28	38	10	7	17	100
nov. 1976	27	42	9	4	18	100
avril-mai 1977	28	46	9	3	14	100
Deutschland						
sept. 1973	29	40	9	3	19	100
mai 1975	28	48	6	2	16	100
oct.-nov. 1975	23	50	9	2	16	100
mai 1976	25	42	10	5	18	100
nov. 1976	27	49	7	3	14	100
avril-mai 1977	23	46	6	2	23	100

Tableau n° 35 (suite)

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Sans réponse	Total
United Kingdom						
sept. 1973 (2)	11%	22%	19%	30%	18%	100%
mai 1975	16	25	16	27	16	100
oct.-nov. 1975	13	28	18	24	17	100
mai 1976	14	26	19	29	12	100
nov. 1976	30	27	8	14	21	100
avril-mai 1977	42	25	10	12	11	100
Belgique/België						
sept. 1973	23	29	8	6	34	100
mai 1975	23	32	6	3	36	100
oct.-nov. 1975	20	33	5	4	38	100
mai 1976	31	28	7	4	30	100
nov. 1976	37	32	5	4	22	100
avril-mai 1977	33	31	7	6	23	100
Danmark						
sept. 1973	20	16	18	25	21	100
mai 1975	15	20	12	21	32	100
oct.-nov. 1975	13	19	18	25	25	100
mai 1976	18	22	17	25	18	100
nov. 1976	22	20	16	21	21	100
avril-mai 1977	22	22	12	15	29	100

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des réponses positives: "tout à fait pour" et "plutôt pour", en avril-mai 1977.

(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

### 3. LES CONNOTATIONS DES ATTITUDES A L'EGARD DE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

L'un des objectifs de cette recherche est d'étudier plus profondément que dans les sondages précédents les motivations et les arguments pour ou contre qui sous-tendent les attitudes favorables ou défavorables du public, et les représentations que le public se fait du rôle d'un parlementaire européen.

Deux questions ont été posées à ce sujet:

"Voici des choses qu'on entend dire à propos de l'élection du Parlement européen l'année prochaine. Pouvez-vous me dire, pour chacune, si vous êtes d'accord ou pas d'accord et jusqu'à quel point vous l'êtes?"

- Des élections européennes sont nécessaires pour contrôler plus démocratiquement les fonctionnaires de Bruxelles.
- Des élections européennes sont nécessaires pour décider quelle sorte d'Europe nous voulons.
- Ces élections risquent de donner trop de pouvoir au Parlement, par rapport à notre propre parlement (dans notre pays).
- Notre pays a assez de problèmes à régler sans perdre son temps à des élections européennes". (Q. 128-131)

"Laquelle des deux attitudes suivantes attendez-vous d'un membre (de votre pays) du Parlement européen? (MONTRER CARTE)

- Défendre l'intérêt de la Communauté européenne considérée comme un ensemble, même si ce n'est pas toujours l'intérêt de (votre pays) dans l'immédiat.
- Toujours défendre l'intérêt de (votre pays), que ce soit ou non l'intérêt de la Communauté européenne considérée comme un ensemble". (Q. 132)

#### 1° Arguments pour ou contre l'élection

Sur les deux arguments positifs, celui qui obtient les plus forts pourcentages d'accord (78% en moyenne) est que les élections sont nécessaires pour décider quelle sorte d'Europe nous voulons. Le second argument positif -contrôler plus démocratiquement les fonctionnaires de Bruxelles- recueille 66% des suffrages.

Le premier argument est particulièrement populaire en Irlande (86%) et au Luxembourg (81%), mais il ne tombe dans aucun pays au-dessous de 54% (Danemark).

Le second argument est plus fréquemment retenu en Irlande (82%) et au Royaume-Uni (77%), et obtient encore 59% en France et en Italie, 58% en Belgique et 54% au Danemark.

Quant aux deux arguments négatifs, ils ne recueillent en moyenne qu'un tiers des suffrages, et ne sont majoritaires dans aucun pays.

Le risque de donner trop de pouvoir au Parlement européen est tout de même retenu par 47% des Britanniques et 42% des Irlandais.

On remarque, pour les quatre items, le taux élevé des non-réponses au Danemark (33% en moyenne).

(Voir tableau n° 37).

Apparemment le degré de leadership est peu lié aux deux arguments positifs, du moins à partir d'un certain seuil de mobilisation socio-politique (niveau -). En revanche, le rejet des deux arguments négatifs augmente fortement avec cette variable.

(Voir tableau n° 38).

Pour y voir plus clair, en faisant abstraction des non-réponses, on constate que l'accord net, c'est-à-dire la différence entre les pourcentages d'accord et de désaccord, est, pour le second argument positif ("décider quelle sorte d'Europe nous voulons"), plus populaire parmi les "presque leaders" (environ 30% de la population), tandis que l'autre argument positif ("contrôler les fonctionnaires de Bruxelles") l'emporte dans le "grand public" (66% des personnes interrogées).

Les deux arguments négatifs sont clairement liés au degré de leadership, surtout le plus provocant des deux ("ne pas perdre son temps à des élections européennes"), qui est nettement repoussé par les leaders (1).

(Voir tableau n° 38).

(1)

# ACCORD OU DESACCORD NET SUR LES ARGUMENTS

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
<u>Arguments positifs</u>				
- Contrôler les fonctionnaires de Bruxelles	39	52	50	42
- Décider quelle Europe	55	69	74	69
<u>Arguments négatifs</u>				
- Trop de pouvoir	3	-11	-22	-20
- Ne pas perdre son temps	5	-20	-39	-45
Base	(1886)	(3166)	(2804)	(1212)

Tableau n° 37

LES ARGUMENTS POUR ET CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<b>A. Des élections européennes sont nécessaires pour contrôler plus démocratiquement les fonctionnaires de Bruxelles</b>										
Tout à fait d'accord	24	30	25	18	42	19	31	30	36	25
Plutôt d'accord	34	24	44	41	40	40	38	36	41	41
Plutôt pas d'accord	11	6	10	11	6	15	9	15	6	11
Pas du tout d'accord	8	6	5	5	3	12	4	12	6	7
Sans réponse	23	34	16	25	9	14	18	7	11	16
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice (2)	2,96	3,17	3,06	2,98	3,32	2,76	3,17	2,91	3,19	3,00
<b>B. Des élections européennes sont nécessaires pour décider quelle sorte d'Europe nous voulons</b>										
Tout à fait d'accord	40	29	36	37	48	35	52	41	41	37
Plutôt d'accord	32	25	40	43	38	43	29	43	39	41
Plutôt pas d'accord	5	9	8	4	6	7	4	8	5	6
Pas du tout d'accord	3	7	4	2	3	5	2	3	7	4
Sans réponse	20	30	12	14	5	10	13	5	8	12
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice (2)	3,36	3,09	3,23	3,32	3,39	3,20	3,51	3,28	3,24	3,25
<b>C. Ces élections risquent de donner trop de pouvoir au Parlement européen par rapport à notre propre parlement (dans notre pays)</b>										
Tout à fait d'accord	10	18	11	10	13	6	11	11	16	11
Plutôt d'accord	27	19	21	20	29	19	21	24	31	23
Plutôt pas d'accord	21	17	36	31	29	33	28	34	25	31
Pas du tout d'accord	13	9	14	10	11	25	16	24	12	15
Sans réponse	29	37	18	29	18	17	24	7	16	20

Tableau n° 37 (suite)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
Total	% 100	% 100	% 100	% 100	% 100	% 100	% 100	% 100	% 100	% 100
Indice (2)	2,47	2,72	2,37	2,43	2,53	2,07	2,36	2,25	2,61	2,37
<hr/>										
D. Notre pays a assez de problèmes à régler sans perdre son temps à des élections européennes										
Tout à fait d'accord	17	18	13	13	18	14	17	15	18	15
Plutôt d'accord	20	18	14	16	24	17	20	14	25	18
Plutôt pas d'accord	21	17	30	31	28	22	22	25	24	26
Pas du tout d'accord	25	15	28	29	24	38	27	41	26	30
Sans réponse	17	32	15	11	6	9	14	5	7	11
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice (2)	2,35	2,58	2,15	2,15	2,39	2,08	2,31	2,03	2,37	2,20

(1) Moyenne pondérée.

(2) "Tout à fait d'accord" = 4.

Tableau n° 38

LES ARGUMENTS POUR ET CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
SELON LE DEGRE DE LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté)

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%
<u>Contrôler plus démocratiquement les fonctionnaires de Bruxelles</u>				
D'accord	53	68	70	68
Pas d'accord	14	16	20	26
Sans réponse	33	16	10	6
<u>Décider quelle sorte d'Europe nous voulons</u>				
D'accord	64	79	84	83
Pas d'accord	9	10	10	14
Sans réponse	27	11	6	3
<u>Risque de donner trop de pouvoir au Parlement européen</u>				
D'accord	33	34	33	36
Pas d'accord	30	45	55	56
Sans réponse	37	21	12	8
<u>Ne pas perdre son temps à des élections européennes</u>				
D'accord	41	35	27	26
Pas d'accord	36	55	66	71
Sans réponse	23	10	7	3

Quel est l'impact de ces arguments pour ou contre l'élection du Parlement européen sur l'importance attribuée personnellement par chaque citoyen au fait d'aller voter? L'analyse bi-variée des deux réponses permet de le mesurer:

- a) sur 100 personnes qui sont d'accord avec le premier argument positif ("contrôler les fonctionnaires de Bruxelles"), 79% estiment important d'aller voter, tandis que, sur 100 personnes qui ne sont pas d'accord, 53% estiment important d'aller voter: la différence est de 26 points;
- b) sur 100 personnes qui soutiennent le second argument positif ("décider quelle sorte d'Europe"), 77% estiment important d'aller voter, mais, sur 100 personnes qui désapprouvent l'argument, seulement 33% estiment important d'aller voter: la différence est de 44 points; l'argument est donc plus fort;
- c) sur 100 personnes qui sont d'accord avec le premier argument négatif ("risque de donner trop de pouvoir au Parlement européen"), 26% n'estiment pas important d'aller voter, contre 15% parmi celles qui sont d'avis contraire: la différence (11 points) montre que l'argument n'a pas beaucoup d'impact;
- d) enfin, sur 100 personnes qui approuvent le second argument négatif ("ne pas perdre son temps à des élections européennes"), 36% n'estiment pas important d'aller voter, contre 11% parmi celles qui sont d'avis contraire: différence de 25 points.

En résumé, les personnes qui disent qu'elles attachent de l'importance au fait d'aller voter pour élire les membres du Parlement européen semblent nettement plus sensibles à l'influence que peut avoir ce vote sur l'avenir du "projet européen" qu'au seul contrôle des fonctionnaires de Bruxelles. D'autre part, les personnes qui n'estiment pas important d'aller voter semblent plutôt sensibles à l'argument de l'inutilité de cette élection (ou du Parlement européen) qu'au risque de la "supranationalité" (1).

(Voir tableau n° 39).

(1) Une analyse plus approfondie sera faite ultérieurement, à partir de l'ensemble des réponses données par chacune des personnes interrogées.



Tableau n° 39

L'IMPORTANCE ATTACHEE AU FAIT D'ALLER VOTER  
SELON L'ATTITUDE A L'EGARD DES ARGUMENTS  
POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
 (Ensemble de la Communauté)

	Base	Estiment personnel- lement important d'aller voter	N'estiment pas im- portant d'aller voter
<u>Sur 100 personnes donnant</u> <u>chacune des réponses ci-</u> <u>dessous:</u>			
- <u>Contrôler les fonction-</u> <u>naires de Bruxelles:</u>			
D'accord	5957	79%	14%
Pas d'accord	1631	53	39
Sans réponse	1479	34	26
- <u>Décider quelle sorte</u> <u>d'Europe nous voulons:</u>			
D'accord	7054	77%	14%
Pas d'accord	972	33	56
Sans réponse	1041	26	27
- <u>Risque de donner trop de</u> <u>pouvoir au Parlement euro-</u> <u>péen:</u>			
D'accord	3075	65%	26%
Pas d'accord	4180	78	15
Sans réponse	1812	44	22
- <u>Ne pas perdre son temps à</u> <u>des élections européennes:</u>			
D'accord	2966	51%	36%
Pas d'accord	5116	83	11
Sans réponse	985	33	23

2° L'attitude attendue  
d'un parlementaire européen

Eu égard à l'importance, dans certains pays, du débat sur les risques de l'aventure "supranationale", il était intéressant de voir si et dans quelle mesure le public y était sensible. La formulation utilisée avait pour objectif d'amener les personnes interrogées à choisir entre deux images du parlementaire européen que l'on supposait être lui-même placé en face d'un choix: défendre l'intérêt de la Communauté en toute circonstance, fût-ce contre l'intérêt immédiat de son pays, ou bien défendre l'intérêt de son pays en toute circonstance, fût-ce contre l'intérêt de la Communauté.

La question peut paraître difficile, mais néanmoins neuf sur dix personnes interrogées, en moyenne, y ont répondu (22% de non-réponses au Danemark, 19% en Allemagne et 16% en Belgique).

En gros, les personnes qui répondent se partagent à peu près en deux fractions égales; ce n'est qu'aux Pays-Bas que la réponse "supranationale" l'emporte nettement (62 contre 29 %), tandis qu'en Irlande (56 contre 39 %), au Danemark (46 contre 32 %) et au Royaume-Uni (53 contre 41 %) la réponse nationale prévaut. Une nette différence apparaît donc, à ce sujet, entre les attitudes du public dans les six pays fondateurs de la Communauté et dans les trois nouveaux pays membres:

	Ensemble des Six (1)	Royaume-Uni	Danemark	Irlande
Réponse "supranationale"	45	41	32	39%
Réponse "nationale"	42	53	46	56
Différence	+3	-12	-14	-17

Dans l'ensemble, les jeunes -hommes ou femmes- donnent plus fréquemment la réponse "supranationale", de même les personnes ayant un revenu plus élevé et les leaders d'opinion, mais c'est le niveau d'instruction qui apparaît ici comme la variable la plus discriminante. Cela peut s'expliquer par le fait que les leaders d'opinion -plus politisés- ont nécessairement des opinions contradictoires, tandis que les personnes plus instruites et mieux informées, surtout parmi les jeunes générations, perçoivent mieux l'intérêt à long terme de la Communauté par rapport à l'intérêt immédiat de chaque pays (2).

(Voir tableau n° 41).

(1) Moyenne pondérée.

(2) Seule une analyse plus fine, utilisant notamment la variable des systèmes de valeurs, permettra d'explorer ces hypothèses.

Tableau n° 40

L'ATTITUDE ATTENDUE D'UN PARLEMENTAIRE EUROPEEN:  
INTERET NATIONAL IMMEDIAT OU INTERET DE LA COMMUNAUTE

[illegible]

Tableau n° 41

L'ATTITUDE ATTENDUE D'UN PARLEMENTAIRE EUROPEEN  
SELON LE SEXE, L'AGE, LE REVENU, L'INSTRUCTION ET LE DEGRE DE LEADERSHIP  
 (Ensemble de la Communauté)

	Intérêt de la Communau- té	Intérêt national	Sans réponse	Total
Ensemble	44%	45%	11%	100%
<u>Hommes</u>	48	43	9	100
dont: 15-24 ans	53	38	9	100
25-39	53	40	7	100
40-54	48	45	7	100
55 et plus	39	49	12	100
<u>Femmes</u>	41	45	14	100
dont: 15-24 ans	51	38	11	100
25-39	44	44	12	100
40-54	39	47	14	100
55 et plus	34	49	17	100
<u>Niveau d'instruction</u>				
Bas	35	52	13	100
Moyen	49	41	10	100
Elevé	64	28	8	100
<u>Revenu</u>				
Modeste	35	51	14	100
Moyen inférieur	40	48	12	100
Moyen supérieur	43	47	10	100
Aisé	58	34	8	100
<u>Degré de leadership</u>				
Non-leaders (--)	28	52	20	100
( - )	42	47	11	100
( + )	53	39	8	100
Leaders (++)	56	38	6	100

Posons-nous encore une fois la question: est-ce que cette conception de l'attitude attendue du parlementaire européen a ou non une incidence sur l'importance personnellement attachée au fait d'aller voter pour l'élection du Parlement européen?

Parmi les personnes qui attendent du parlementaire européen une attitude "supranationale", 80% estiment important d'aller voter. Mais, parmi celles qui choisissent la réponse "nationale", 61% n'en estiment pas moins important d'aller voter. La différence n'est pas négligeable, mais il semble que l'on puisse dire que ce que l'on a pu appeler la "querelle de la supranationalité" ne soit pas un élément déterminant dans l'option personnelle pour ou contre l'élection du Parlement européen. Ce qui est parfaitement compréhensible si l'on se rappelle que près de 80% du public estime que l'élection est nécessaire "pour décider quelle sorte d'Europe nous voulons" (1).

(Voir tableau n° 42).

(1) Voir pages 55 à 61.

Tableau n° 42

L'IMPORTANCE ATTACHEE AU FAIT D'ALLER VOTER  
SELON L'ATTITUDE ATTENDUE DU PARLEMENTAIRE EUROPEEN  
(Ensemble de la Communauté)

	Base	Estiment personnellement important d'aller voter	N'estiment pas important d'aller voter
Sur 100 personnes qui donnent la réponse "supranationale"	4002	80%	12%
Sur 100 personnes qui donnent la réponse "nationale"	4035	61	26
Sur 100 personnes qui ne répondent pas	1030	35	27

#### 4. LES THEMES PRIORITAIRES POUR LA CAMPAGNE ELECTORALE ET LA STRATEGIE ATTENDUE DES PARTIS

Poursuivant des recherches antérieures sur les centres d'intérêt du public (1), il a paru utile d'essayer de dégager quelques thèmes parmi ceux qui ont chance d'apparaître, au cours de la campagne électorale pour l'élection des membres du Parlement européen, dans la plupart des pays membres. Cette recherche ne peut être exhaustive; elle est exploratoire.

D'autre part, il a paru intéressant de voir si le public attendait des partis politiques d'une même tendance qu'ils s'unissent au plan européen pour faire campagne ou qu'ils fassent campagne sous leur drapeau national.

##### 1° Les thèmes prioritaires

"Voici différents sujets possibles pour un débat public entre candidats au Parlement européen. (MONTRER CARTE). Quel est celui qui vous intéresserait le plus? Et ensuite?"

- . Dans quelle mesure faut-il encourager les pays de la Communauté européenne à agir d'un commun accord dans les difficultés économiques actuelles.
- . Comment accroître la capacité de défense militaire de la Communauté européenne.
- . Comment renforcer l'union des pays de la Communauté européenne face aux grandes puissances comme l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.
- . Comment développer la lutte contre les pollutions et la protection de la nature au sein de la Communauté européenne.
- . En quoi la Communauté européenne peut-elle permettre un meilleur contrôle des sociétés multinationales."  
(Q. 144-145).

"Voici d'autres sujets possibles pour un débat public entre candidats pour l'élection du Parlement européen (MONTRER CARTE). Quel est celui qui vous intéresserait le plus? Et ensuite?"

- . Comment conserver l'essentiel des traditions et de la personnalité de notre pays au sein d'une Europe plus unie.
- . Comment sauvegarder les intérêts des pays moins puissants au sein d'une Europe unie.
- . Quelles relations une Europe plus indépendante doit-elle garder avec les Etats-Unis.
- . Comment admettre de nouveaux pays dans la Communauté européenne sans compromettre son unité.
- . Comment répartir plus équitablement les profits et les charges entre les pays membres. (Q. 146-147)

---

(1) Voir notamment: J.R. RABIER, "L'information du public sur les problèmes européens". Bruxelles, décembre 1976.

Une première constatation que l'on peut faire à l'examen des réponses est l'extraordinaire homogénéité des opinions dans les publics des neuf pays: d'une part, les rangs de classement des items sont assez semblables -surtout aux deux extrémités du classement- et, d'autre part, la dispersion moyenne entre les pourcentages pour chaque item, entre les neuf pays, est de l'ordre de 7 points seulement pour la première liste de thèmes et de 11 points pour la seconde. Cela confirme des résultats antérieurs: il existe bien, sur les grands problèmes, une opinion publique européenne.

Viennent, dans l'ordre, sur la première liste de thèmes:

- l'action en commun dans les difficultés économiques actuelles (59% des répondants), citée plus fréquemment qu'ailleurs au Royaume-Uni et en Italie;
- la lutte en commun contre les pollutions et la protection de la nature (46%), citée plus fréquemment au Danemark et aux Pays-Bas;
- le renforcement de la Communauté face aux grandes puissances (34%), sujet auquel les Français sont particulièrement sensibles;
- le contrôle des sociétés multinationales (22%), avec des scores un peu plus élevés au Danemark et en Irlande;
- enfin l'accroissement de la capacité de défense militaire de la Communauté (seulement 14%), qui rencontre un intérêt un peu plus soutenu en Allemagne et au Luxembourg.

(Voir tableau n° 43).

Sur la seconde liste de thèmes, on trouve, toujours dans l'ordre des fréquences moyennes:

- la répartition plus équitable des profits et des charges entre les pays membres (52%), plus fréquemment citée au Royaume-Uni et en Irlande;
- la conservation des traditions et de la personnalité du pays (42%), avec des scores nettement supérieurs au Royaume-Uni et en Irlande;
- la sauvegarde des intérêts des pays moins puissants (36%), thème qui, tout naturellement, a une forte popularité dans les petits pays, (notamment au Luxembourg, en Irlande et aux Pays-Bas), mais aussi en Italie;
- l'admission de nouveaux pays membres (21%), sujet qui semble intéresser un peu plus les Allemands et les Néerlandais;
- enfin les relations d'une Europe plus indépendante avec les Etats-Unis (21%), thème qui retient l'attention prioritaire de 27% des Allemands (1).

(Voir tableau n° 44).

---

(1) Voir page suivante.

Tous ces thèmes sont assez uniformément répartis dans l'ensemble du public, à l'intérieur de chaque culture nationale. Tout au plus peut-on noter les nuances suivantes:

a) Sur la première liste:

- l'action en commun contre les difficultés économiques actuelles (59% en moyenne) est un peu plus populaire parmi les hommes, les personnes d'âge actif (25-39 ans), plus instruites et ayant un revenu plus élevé;
- la lutte contre les pollutions et la protection de la nature (46%) intéresse un peu plus les femmes, et surtout les jeunes femmes (15-39 ans), ainsi que les habitants des villes;
- le renforcement de l'union face aux grandes puissances (34%) attire plutôt les leaders d'opinion, de même que le contrôle des sociétés multinationales (22%).

b) Sur la seconde liste, ni le sexe ni l'âge ne sont liés de façon significative au choix des thèmes, mais le degré de leadership apparaît généralement comme une variable discriminante, sauf en ce qui concerne l'admission de nouveaux pays membres (1).

## 2° Les partis politiques et la campagne électorale

"Pour ces élections, estimez-vous que les partis politiques de même couleur dans les différents pays devraient s'unir pour faire campagne dans l'ensemble des pays membres ou que chaque parti politique devrait faire campagne dans son pays sous son propre drapeau?" (Q. 138). (2)

Un peu plus de la moitié des personnes interrogées sont d'avis que les partis de même couleur devraient s'unir pour faire campagne. Cette opinion l'emporte sur l'opinion contraire en Italie (66%), en Belgique (57%), aux Pays-Bas (54%), en France (52%) et en Allemagne (47%). Seuls les Irlandais, les Britanniques et les Danois donnent la préférence à la formule purement nationale.

(Voir tableau n° 45).

Comme l'on pouvait s'y attendre, s'agissant d'une question politique, les réponses sont en forte corrélation avec le degré de leadership:

- dans tous les pays, et notamment en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique, les leaders d'opinion sont plus fréquemment favorables que les non-leaders à ce que les partis de même couleur s'unissent pour faire campagne;
- au Royaume-Uni et surtout au Danemark, les leaders se prononcent en majorité et plus fréquemment que les non-leaders pour une campagne nationale;

(1) Ces premiers résultats, qui feront l'objet ultérieurement d'une analyse multicritère, ne sont pas présentés ici.

(2) La question avait déjà été posée en novembre 1976, mais seulement aux leaders d'opinion. Elle l'a été de nouveau, en avril-mai 1977, à toutes les personnes interrogées.



- en Irlande, les personnes dont le degré de leadership est proche de la moyenne, c'est-à-dire le "grand-public", sont plutôt en faveur d'une campagne nationale, mais la minorité qui a le degré de leadership le plus élevé est nettement pour une campagne européenne;
- de novembre 1976 à avril-mai 1977, l'opinion des leaders a fortement changé (en Irlande, en Belgique, au Danemark et au Royaume-Uni, et dans le sens de la réponse favorable à une campagne électorale européenne: à mesure que l'échéance se confirme et se rapproche les leaders de ces pays perçoivent plus nettement et apprécient plus positivement les avantages d'une campagne européenne pour l'élection du Parlement européen.

(Voir tableau n° 46).

Tableau n° 45

LA STRATEGIE DES PARTIS POLITIQUES POUR LA CAMPAGNE ELECTORALE

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Les partis politiques de même couleur devraient s'unir pour faire campagne dans l'ensemble des pays membres	57	23	47	52	44	66	49	54	38	51
Chaque parti national devrait faire campagne sous son propre drapeau	21	47	32	30	50	22	39	37	48	33
Sans réponse	22	30	21	18	6	12	12	9	14	16
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Moyenne pondérée.

Tableau n° 46

LA STRATEGIE DES PARTIS POLITIQUES POUR LA CAMPAGNE ELECTORALE  
SELON LE DEGRE DE LEADERSHIP

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<u>Les partis de même couleur devraient s'unir pour faire campagne:</u>										
Non-leaders (--)	45	15	30	42	41	55	(33)	32	33	39
( - )	57	23	46	50	43	66	(53)	51	38	49
( + )	70	25	55	57	44	73	(50)	60	40	56
Leaders (++)	73	34	63	60	59	70	(59)	61	43	60
<u>novembre 1976 (2)</u>										
Leaders (++)	55	19	63	59	31	65	(46)	56	31	55
<u>Chaque parti national de- vrait faire campagne sous son propre drapeau:</u>										
Non-leaders (--)	19	37	28	27	45	20	(41)	42	44	30
( - )	27	46	36	32	52	22	(35)	42	49	36
( + )	19	55	31	30	54	21	(42)	33	51	34
Leaders (++)	16	50	30	30	35	26	(38)	33	48	33
<u>novembre 1976</u>										
Leaders (++)	36	51	28	29	59	25	(42)	40	60	35
<u>Sans réponse</u>										
Non-leaders (--)	36	48	42	31	14	25	(26)	26	23	31
( - )	16	31	18	18	5	12	(12)	7	13	15
( + )	11	20	14	13	2	6	( 8 )	7	9	10
Leaders (++)	11	16	7	10	6	4	( 3 )	6	9	7
<u>novembre 1976</u>										
Leaders (++)	9	30	9	12	10	10	(12)	4	9	10

(1) Moyenne pondérée.

(2) La question n'avait été posée qu'aux leaders d'opinion.

5. L'INTENTION DE PARTICIPER AU VOTE,  
LA PREFERENCE POUR UNE TENDANCE POLITIQUE,  
LE SENTIMENT D'ETRE OU NON ASSEZ INFORME

Dans la perspective de la campagne électorale pour l'élection du Parlement européen, trois autres questions ont été posées au public. La première ne présente pas de difficulté particulière et continuera à être posée aussi souvent que possible, jusqu'au jour du scrutin: elle porte sur l'intention d'aller voter ou non, et a été posée aussi bien qu'ailleurs dans les pays comme la Belgique ou le Luxembourg où le vote est obligatoire, mais avec une formulation additionnelle.

La deuxième question -apparemment plus difficile- a été posée à titre exploratoire. Elle consistait à demander à chaque personne interrogée d'exprimer sa préférence politique en choisissant une carte correspondant à l'un des six groupes politiques existant actuellement au Parlement européen, puis une deuxième carte, à titre de préférence de second rang, et enfin d'exprimer, par le choix d'une des cartes restantes, son attitude de rejet (1) .

La troisième question tendait à savoir, en fin d'interview, si les personnes interrogées s'estimaient assez informées ou pas assez informées sur l'élection du Parlement européen.

1° L'intention de participer au vote

"L'élection du Parlement européen est prévue pour l'été 1978. Vous-même, pensez-vous que vous irez voter -certainement ou probablement- ou que vous vous abstenerez de voter -certainement ou probablement ?" (2) (Q. 137)

En moyenne, dans la Communauté considérée comme un ensemble, un peu moins de la moitié des personnes interrogées (47%) disent qu'elles iront voter "certainement" et un peu plus d'un quart qu'elles iront "probablement". Les pourcentages les plus élevés de votes annoncés comme certains sont obtenus en Italie (64%) et aux Pays-Bas (60%); viennent ensuite l'Irlande (52%), la France (51%), le Royaume-Uni (47%), le Luxembourg (44%), le Danemark (42%) et, aux derniers rangs, la Belgique (37%) et l'Allemagne (28%).

Il est difficile d'interpréter ces chiffres: d'abord il s'agit, par hypothèse, d'une intention et non d'une décision; en outre, les échantillons étant représentatifs de la population âgée de 15 ans et au delà, ils comprennent une petite fraction de la population (6,5%) dont l'âge est inférieur à l'âge électoral; enfin il conviendrait d'ajouter aux intentions "certaines" une fraction -à déterminer- des intentions "probables".

(1) Sur chacune des six cartes était mentionné, outre le nom du groupe, le nom des partis nationaux qui y comptent actuellement des représentants.

(2) En Belgique et au Luxembourg: "... même si le vote n'était pas obligatoire ...".

Dans le doute quant à la valeur à attribuer aux réponses autres que "ira voter certainement", nous devons considérer celles-ci comme un minimum probable. La participation actuellement probable à l'élection du Parlement européen serait donc de l'ordre de la moitié de l'électorat.

(Voir tableau n° 47).

Pour approximatifs qu'ils soient -même avec la correction ci-dessus proposée- ces résultats indiquent une tendance. En outre, les différences constatées entre les diverses catégories socio-démographiques correspondent à ce que l'on sait du comportement effectif de l'électorat aux élections nationales.

C'est ainsi que les hommes disent un peu plus fréquemment que les femmes qu'ils iront voter certainement. Les jeunes (15-24 ans) des deux sexes et les femmes âgées (55 ans et plus) ont plus tendance à s'abstenir. Mais surtout le degré de leadership se montre, une fois de plus, un excellent prédicteur: la participation estimée va de cinq personnes sur dix parmi les non-leaders à huit sur dix parmi les leaders d'opinion.

(Voir tableau n° 48).

D'autre part, les personnes qui sont favorables à l'élection sont plus fréquemment certaines d'aller voter.

(Voir tableau n° 49).

Tableau n° 47

L'INTENTION DE PARTICIPER AU VOTE

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Ira voter certainement	37	42	28	51	52	64	44	60	47	47
Ira voter probablement	21	18	36	26	26	20	35	22	26	27
N'ira probablement pas voter	11	7	11	5	7	5	8	5	11	8
N'ira certainement pas voter	19	12	7	5	8	5	3	5	10	7
Cela dépend	6	9	4	6	3	3	7	5	3	4
Sans réponse	6	12	14	7	4	3	3	3	3	7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Moyenne pondérée.

Tableau n° 48

L'INTENTION DE PARTICIPER AU VOTE  
SELON LE SEXE, L'AGE ET LE DEGRE DE LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté)

	Ira voter		N'ira pas voter		Autre réponse	Total
	Certainement	Probablement	Probablement	Certainement		
Ensemble	47%	27%	8%	7%	11%	100%
Hommes	52	25	8	7	8	100
dont: 15-24 ans	38	28	11	13	10	100
25-39	53	27	6	5	9	100
40-54	56	23	7	6	8	100
55 et plus	55	22	8	6	9	100
Femmes	43	28	8	7	14	100
dont: 15-24 ans	34	27	10	15	14	100
25-39	46	29	7	6	12	100
40-54	49	29	7	4	11	100
55 et plus	39	26	10	8	17	100
Degré de leadership						
Non-leaders (--)	32	25	11	12	20	100
( -)	44	30	9	6	11	100
( +)	53	27	6	6	8	100
Leaders (++)	66	18	5	5	6	100

Tableau n° 49

L'INTENTION DE PARTICIPER AU VOTE  
SELON L'ATTITUDE A L'EGARD DE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
(Ensemble de la Communauté)

	Ira voter		N'ira pas voter		Autre réponse	Total
	Certainement	Probablement	Probablement	Certainement		
Ensemble	47%	27%	8%	7%	11%	100%
Tout à fait pour l'élection	77	16	2	3	2	100
Plutôt pour	40	41	6	4	9	100
Plutôt contre	21	23	27	14	15	100
Tout à fait contre	24	10	14	38	14	100

## 2° La préférence pour une tendance politique

"Au Parlement européen actuel, les parlementaires des différents pays membres, y compris (le vôtre), se sont regroupés en six grandes tendances politiques. Chaque groupe comprend des parlementaires des différents pays qui ont des idées politiques voisines. Voici un jeu de six cartes correspondant à chacun de ces six groupes (MONTRER CARTE). Chaque carte donne le nom du parti qui, dans chaque pays, adhère à ce groupe (BATTRE LES CARTES. NE PAS PRESSER).

Voulez-vous choisir la carte qui correspond au groupe politique du Parlement européen dont vous vous sentez personnellement le plus proche? (UNE SEULE REPONSE)

A CEUX QUI ONT CHOISI UNE CARTE: Si les partis qui forment ce groupe ne présentaient pas de candidats (dans votre pays), quel autre groupe choisiriez-vous? (UNE SEULE REPONSE).

A TOUS: Parmi les autres groupes, y en a-t-il un que vous ne choisiriez certainement pas? (UNE SEULE REPONSE) (Q. 139-141).

Ces résultats -plus encore que les précédents- doivent être maniés avec précaution. Il est bien certain que le public n'est pas bien familiarisé avec les noms et la composition des groupes existant actuellement au Parlement européen; en outre, des personnes interrogées ont pu être surprises de ne pas retrouver sur les cartes qui leur étaient présentées le nom du parti national (ou régional) pour lequel elles votent habituellement ou pour lequel elles voteraient dans une élection nationale. Néanmoins la question semble avoir été bien accueillie, en dépit des difficultés redoutées de manipulation et de compréhension, puisque neuf personnes sur dix, en moyenne, ont répondu aux deux premiers choix et huit sur dix au troisième.

D'après les réponses obtenues la répartition des tendances serait actuellement la suivante, que l'on peut immédiatement comparer avec la répartition des votes aux dernières élections parlementaires qui ont eu lieu dans chaque pays:

	Répartition obtenue (avril-mai 1977)	Répartition observée aux dernières élections nationales (1)
Communistes et apparentés (2)	9%	12%
Socialistes (3)	33	31
Libéraux et démocrates (4)	14	11
Démocrates-chrétiens	23	26
Démocrates européens de Progrès (5)	5	5
Conservateurs (6)	10	8
Autres partis	6	7
Total (sur 100 suffrages exprimés)	100	100

(1) Moyenne pondérée de voix obtenus, sur cent suffrages exprimés, aux plus récentes élections parlementaires.

(2) Y compris Socialistisk Folkeparti au Danemark.

(3) Y compris Mouvement des Radicaux de Gauche en France et Parti Républicain en Italie.

(4) Y compris Républicains (indépendants) et Réformateurs (Parti Radical) en France.

(5) Fremskridtspartiet (Parti du Progrès) au Danemark, Fianna Fail en Irlande et Rassemblement pour la République (Gaullistes) en France.

(6) Y compris Centrumsdemokraterne au Danemark.

Comme l'on voit, la répartition obtenue en avril-mai 1977 est, pour la Communauté considérée dans son ensemble, très proche de la répartition observée aux dernières élections.

On trouvera au tableau n° 50 les pourcentages moyens obtenus par chaque tendance, dans chaque pays, sur cent personnes interrogées. Le tableau 51 présente les mêmes résultats pour cent personnes qui s'expriment, c'est-à-dire qui choisissent une tendance politique ou aucune de ces tendances (refus de répondre et "ne sait pas" exclus).

(Ce dernier tableau est publié à titre indicatif. Dans l'ensemble il paraît cohérent avec ce que l'on sait des résultats électoraux les plus récents. Et lorsqu'il y a des différences, il est impossible de dire actuellement si ces différences résultent de la technique même de l'enquête par sondage, ou de l'évolution des attitudes de l'électorat depuis les dernières élections, ou encore d'un choix différent fait par l'électeur pour l'élection européenne. Ces problèmes seront étudiés de plus près lorsque la question aura été reposée dans les prochains sondages).

Tableau n° 50

LE CHOIX D'UNE TENDANCE POLITIQUE

PARMI LES GROUPES EXISTANT ACTUELLEMENT AU PARLEMENT EUROPEEN

(Première réponse, sur 100 personnes interrogées)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Communistes et apparentés	2	8	1	10	1	23	1	2	1	8
Socialistes	22	34	27	33	11	21	28	35	27	27
Libéraux et démocrates	9	18	12	14	6	4	18	17	14	11
Démocrates-chrétiens	33	2	35	7	26	28	26	30	3	20
Démocrates européens de Progrès	3	5	3	10	24	3	1	4	2	5
Conservateurs européens	1	6	1	3	3	2	2	1	32	8
Aucun de ces groupes	3	5	3	4	10	6	4	3	5	5
Refus de répondre	7	4	2	6	2	6	5	3	2	4
Ne sait pas	20	18	16	13	17	7	15	5	14	12
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Base	988	1010	1005	1256	1008	1025	302	1033	1414	9067

(1) Moyenne pondérée.

Tableau n° 51

LE CHOIX D'UNE TENDANCE POLITIQUE  
PARMI LES GROUPES EXISTANT ACTUELLEMENT AU PARLEMENT EUROPEEN  
(Première réponse: sur 100 personnes qui se prononcent)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Communistes et apparentés	3	10	2	12	1	26	( 1)	2	1	9
Socialistes	31	43	33	41	14	24	(34)	38	32	33
Libéraux et démocrates	12	23	14	18	7	5	(23)	19	17	14
Démocrates-chrétiens	45	2	41	8	32	32	(32)	32	4	23
Démocrates européens de Progrès	5	7	4	12	30	3	( 2)	4	2	5
Conservateurs européens	1	8	2	3	4	2	( 3)	1	38	10
Aucun de ces groupes	3	7	4	6	12	8	( 5)	4	6	6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Base	723	787	830	1024	818	892	243	950	1197	7597

(1) Moyenne pondérée.

La répartition des préférences politiques exprimées par les diverses catégories sociales ne présente pas de surprise d'après ce que nous ont déjà appris les études de sociologie électorale faites au plan national. Eu égard à la très inégale répartition des préférences entre les pays, il serait fallacieux d'en présenter l'analyse pour la Communauté considérée comme un ensemble (1).

Il est intéressant de jeter un rapide coup d'oeil sur la relation qui peut exister entre la préférence pour une tendance politique et l'attitude à l'égard de l'élection du Parlement européen: cette relation n'est pas significative.

(Voir tableau n° 52).

(1) Les analyses seront reprises ultérieurement pour chaque groupe politique et pays par pays.



Tableau n° 52

ATTITUDE A L'EGARD DE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
SELON LA PREFERENCE POUR UN GROUPE POLITIQUE  
(Ensemble de la Communauté)

	Pour l'élec- tion	Contre l'élec- tion	Sans réponse	Total	Base
Ensemble	72%	13%	15%	100%	9067
Communistes et apparentés	71	21	8	100	700
Socialistes	76	13	11	100	2471
Libéraux et démocrates	80	11	9	100	1043
Démocrates-chrétiens	78	7	15	100	1772
Démocrates européens de Progrès	81	10	9	100	414
Conservateurs européens	78	17	5	100	773

x  
x x

La réponse au deuxième item de la question permet de savoir quel serait le choix de l'électeur en second lieu, dans l'hypothèse où le groupe choisi en premier lieu ne présenterait pas de candidats. On essaie de mesurer ainsi la proximité entre les électors.

Une première constatation est que la perplexité des électors, dans notre hypothèse, est assez différente suivant la tendance principale: près de trois électeurs sur dix ayant choisi les groupes socialiste, démocrate chrétien ou conservateur ne savent pas se prononcer "au second tour".

Les électeurs communistes, dans l'ensemble, répondent en grande majorité qu'ils apporteraient leurs voix au groupe socialiste. Mais l'inverse n'est pas vrai: les électeurs socialistes voteraient plutôt libéral que communiste; seuls les socialistes français et italiens font exception à cette tendance: en France, 37% des voix socialistes iraient aux Communistes et 19% aux Libéraux, tandis qu'en Italie 29% de ces voix iraient aux Communistes et 23% aux Démocrates-chrétiens.

Les électeurs libéraux apparaissent plus proches des Démocrates-chrétiens, mais une forte minorité donnerait ses voix aux Socialistes ou aux Démocrates européens de Progrès.

La réciproque est vraie du côté démocrate-chrétien: la majorité des reports profiteraient aux Libéraux, et une minorité aux Démocrates de Progrès, aux Socialistes et aux Conservateurs.

Un tiers des électeurs des Démocrates de Progrès se sent plus proche des Libéraux, tandis que les Démocrates-chrétiens, les Socialistes et les Conservateurs bénéficieraient de reports non négligeables.

Enfin les électeurs conservateurs se reporteraient de préférence sur les Libéraux et, en plus petit nombre, sur les Démocrates-chrétiens, les Démocrates de Progrès et les Socialistes.

Bien entendu, cette présentation des résultats devrait être approfondie au niveau de chaque pays: certaines proximités y apparaîtraient, qui nuanceraient ces premières analyses faites sur l'ensemble des réponses.

(Voir tableau n° 53).

Tableau n° 53

LE CHOIX D'UNE TENDANCE POLITIQUE EN SECONDE POSITION

SELON LA PREFERENCE EXPRIMEE EN PREMIER LIEU

(Ensemble de la Communauté)

	Second choix							
	Communistes et apparentés	Socialistes	Libéraux et démocrates	Démocrates-chrétiens	Démocrates européens de Progrès	Conservateurs européens	Ne se prononcent pas	Total
Premier choix:								
Communistes et apparentés	x	72%	2%	4%	1%	-	21%	100%
Socialistes	17	x	31	13	7	4	28	100
Libéraux et démocrates	1	22	x	30	19	11	17	100
Démocrates-chrétiens	1	13	32	x	15	9	30	100
Démocrates européens de Progrès	1	16	34	23	x	13	13	100
Conservateurs européens	1	8	40	12	9	x	30	100

x

x x

Le troisième item relatif aux préférences politiques de l'électorat européen portait sur les rejets: "y a-t-il une tendance que certainement vous ne choisiriez pas?" La réponse est claire: le seul choix qui soit largement rejeté dans tous les pays est le choix en faveur de la tendance communiste. Une personne sur deux, en moyenne, rejette ce choix: plus ou moins six personnes sur dix au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Irlande et en Allemagne; seulement 38% en France et 35% en Italie.

(Voir tableau n° 54).

Une analyse des rejets suivant la préférence politique exprimée en premier lieu montre que l'option communiste est rejetée par les trois quarts des Démocrates-chrétiens, des Conservateurs et des Libéraux, par les deux tiers des Démocrates européens de Progrès et par quatre sur dix des Socialistes (1).

(Voir tableau n° 55).

(1) Un quart seulement des Socialistes français ou italiens rejetteraient l'option communiste.

Tableau n° 54

LE REJET D'UNE TENDANCE POLITIQUE

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
<u>Ne voteraient certainement pas pour l'un des groupes suivants:</u>	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Communistes et apparentés	44	33	58	38	61	35	48	61	64	49
Socialistes	3	2	2	.	3	2	2	4	3	2
Libéraux et démocrates	6	1	1	5	1	7	2	8	1	4
Démocrates-chrétiens	4	2	7	7	2	12	7	4	2	6
Démocrates européens de Progrès	1	19	1	7	2	1	2	1	1	3
Conservateurs européens	3	4	4	10	4	16	2	4	5	8
Ne savent pas ou ne répondent pas	39	39	27	33	27	27	37	18	24	28
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Moyenne pondérée.

Tableau n° 55

LE REJET D'UNE TENDANCE POLITIQUE  
SELON LA PREFERENCE POLITIQUE EXPRIMEE EN PREMIER LIEU  
(Ensemble de la Communauté)

	Tendance rejetée avec certitude								Base
	Communistes et apparentés	Socialistes	Libéraux et démocrates	Démocrates-chrétiens	Démocrates européens de Progrès	Conservateurs européens	Ne se prononcent pas	Total	
<u>Premier choix:</u>									
Communistes et apparentés	x	3%	13%	30%	7%	30%	17%	100%	700
Socialistes	43	x	7	10	6	14	20	100	2471
Libéraux et démocrates	75	3	x	4	2	5	11	100	1043
Démocrates-chrétiens	77	3	2	x	1	3	14	100	1772
Démocrates européens de Progrès	66	2	4	8	x	5	15	100	414
Conservateurs européens	76	6	2	1	1	x	14	100	773

3° Le sentiment d'être assez ou pas assez informé

"Estimez-vous que des gens comme vous reçoivent assez ou pas assez d'information - dans les journaux, à la radio ou à la télévision - sur le Parlement européen et sur l'élection prochaine de ses membres?"  
(Q. 148).

Plus d'une personne sur deux (55%) dans l'ensemble de la Communauté estime qu'elle n'est pas assez informée sur l'élection du Parlement européen. Près des deux tiers des Italiens et des Britanniques se prononcent en ce sens.

(Voir tableau n° 56).

Ce sont les personnes les plus instruites et les leaders d'opinion qui, plus fréquemment, estiment qu'ils ne sont pas assez informés.

(Voir tableau n° 57).

Tableau n° 56

LE SENTIMENT D'ETRE OU NON ASSEZ INFORME  
SUR L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Oui, assez informé	44	33	34	37	48	22	54	41	29	32
Non, pas assez informé	41	51	47	52	44	65	38	49	64	55
Trop informé	1	2	1	3	3	2	2	2	2	2
Sans réponse	14	14	18	8	5	11	6	8	5	11
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Moyenne pondérée.

Tableau n° 57

LE SENTIMENT D'ETRE OU NON ASSEZ INFORME  
SUR L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LE DEGRE DE LEADERSHIP  
(Ensemble de la Communauté)

	Niveau d'instruction			Degré de leadership			
	Bas	Moyen	Elevé	Non leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%	%	%	%
Oui, assez informé	32	32	31	30	31	34	31
Non, pas assez informé	53	57	61	46	57	57	63
Trop informé	2	2	1	2	2	2	1
Sans réponse	13	9	7	22	10	7	5
Total	100	100	100	100	100	100	100

## CONCLUSIONS

Si le calendrier prévu est respecté, les "Européens" voteront pour la première fois en tant que tels, dans moins de douze mois, pour élire au suffrage universel leurs représentants au Parlement européen. C'est dans cette perspective que le sondage Euro-Baromètre du printemps 1977 a été conçu. En supplément aux questions habituelles, dont la répétition depuis 1973 fournit un instrument remarquable pour la connaissance et la comparaison des opinions, attitudes et comportements des populations de nos neuf pays, un questionnaire spécial permet, pour la première fois, d'éclaircir les pouvoirs publics, les organisations politiques et les citoyens sur toute une série de sujets qui n'avaient jamais été étudiés d'une façon aussi approfondie et d'un point de vue comparatif.

Ces résultats et ces analyses présentent un intérêt qui dépasse même l'objet qui a conduit à entreprendre cette recherche. Ils apportent une contribution originale à l'étude des phénomènes socio-politiques dans chacun de nos pays, car il est impossible de bien connaître "ce qui se passe" et "ce que les gens pensent" dans un pays sans comparer la situation et l'évolution de ce pays avec celles d'autres pays. Surtout lorsqu'il s'agit de pays ressortissant à une même culture et engagés dans un projet politique commun.

Rappelons brièvement quelques apports de cette recherche:

### 1. Le sentiment de satisfaction ou d'insatisfaction

Les populations des petits pays de la Communauté expriment un plus vif sentiment de satisfaction quant aux conditions de vie, globalement considérées; ce sentiment paraît stable, depuis 1973, date du début de ces recherches comparatives. (pp. 1-4).

En France et surtout en Italie, les mécontents de "la vie qu'ils mènent" sont nettement plus nombreux que dans chacun des sept autres pays. La différence est encore plus marquée lorsque les questions portent sur "la forme de société dans laquelle nous vivons" ou "le fonctionnement de la démocratie". Les leaders d'opinion, c'est-à-dire la petite minorité de gens qui à la fois discutent plus fréquemment de politique et sont plus enclins à tenter d'influencer leur entourage, sont plus mécontents que le reste du public. (pp. 5-10).

Placés devant trois options volontairement provocantes: action révolutionnaire, réformes progressives, défense courageuse contre la subversion, une minorité révolutionnaire -peu nombreuse, mais croissante- se manifeste en France et en Italie, surtout parmi les leaders; une large tendance en faveur de la défense sociale se développe en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie; les "réformistes" -coincés en quelque sorte entre les deux autres tendances- perdent peu à peu leur confortable majorité. Cet "indicateur de consensus" mériterait une étude plus approfondie, portant non seulement sur les opinions exprimées, mais sur les motivations et systèmes de valeurs qui les sous-tendent. (pp. 11-18).

### 2. Les attitudes à l'égard de la Communauté européenne et du mouvement d'unification de l'Europe

L'existence de la Communauté -plus connue du grand public comme "Marché commun"- continue, malgré tout, à apparaître plutôt comme une "bonne chose" pour au moins six personnes sur dix dans sept pays sur neuf. Une certaine désillusion continue toutefois à être observée en Allemagne, mais ne semble pas s'amplifier. Au Royaume-Uni, le jugement négatif qui

prévalait dans le public à l'automne 1973 et avait diminué en 1975, l'emporte de nouveau, de quelques points. Au Danemark, sur dix personnes interrogées, neuf répondent à la question et se partagent également entre les réponses positives, négatives et dubitatives. Les leaders d'opinion sont, en moyenne, une fois et demie plus fréquemment en faveur de la Communauté que les non-leaders. (pp. 19-24).

Le problème plus général du mouvement d'unification de l'Europe -faut-il l'accélérer, le ralentir ou continuer comme maintenant?- partage lui aussi le public: majorité pour "accélérer" en Italie et au Luxembourg, et même en France et en Allemagne; majorité pour "continuer comme maintenant" dans les autres pays, surtout au Royaume-Uni et au Danemark où deux ou trois personnes sur dix préféreraient "ralentir". Dans tous les pays, les leaders d'opinion sont plus favorables à l'accélération que le reste du public. (pp. 25-28).

### 3. Les attitudes à l'égard du Parlement national

L'importance reconnue au rôle du Parlement national et l'aspiration à une augmentation de ce rôle sont des caractéristiques communes aux neuf pays. Quelques nuances apparaissent: trois pays attribuent une très grande importance à leur parlement, ce sont le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande; la France et l'Italie viennent aux deux derniers rangs, mais près de six personnes sur dix considèrent cependant ce rôle comme important ou très important. Curieusement, ce sont les Italiens et les Irlandais qui sont les plus nombreux à souhaiter un rôle accru pour leur parlement.

L'aptitude au leadership est en corrélation avec le souhait d'un rôle plus important pour le parlement national.

L'image prédominante du rôle de ce parlement varie quelque peu d'un pays à l'autre:

- contrôler l'emploi des fonds publics (Irlande, Royaume-Uni, Danemark);
- proposer, discuter et voter des lois (France, Luxembourg);
- débattre des grands problèmes (Italie);
- surveiller le gouvernement, le soutenir ou s'y opposer (Allemagne);
- enquêter sur les scandales et les abus (Italie).

Il semble bien que coexistent dans le public deux images de l'institution parlementaire: une image plus "populaire" (contrôler l'emploi des fonds publics, enquêter sur les scandales et les abus) et une image plus "cultivée" (faire les lois, contrôler le gouvernement).

De même le rôle des parlementaires est plutôt, pour le grand public, d'aider les électeurs à résoudre leurs problèmes et, pour les leaders, de participer à l'orientation politique du pays. (pp. 29-37).

### 4. Les attitudes à l'égard de l'élection du Parlement européen

Il faut se rendre à l'évidence: plus de la moitié des personnes interrogées sont incapables de dire si elles ont lu ou entendu récemment quelque chose au sujet du Parlement européen, et encore, parmi celles qui ont perçu quelque chose, une moitié environ peut citer spontanément qu'il s'agissait de l'élection de ce parlement. Le niveau d'information est donc très bas.

Le rôle du Parlement européen n'est jugé très important ou important que par un peu moins de quatre personnes sur dix, en moyenne. Et tandis que l'importance attribuée au parlement national augmente avec le degré de leadership, les leaders d'opinion sont relativement plus nombreux que le reste du public à minimiser le rôle actuel du Parlement européen.

En dépit du manque d'information du public et de la faible saillance de l'institution dans l'opinion, les attitudes favorables à l'élection du Parlement européen continuent à augmenter à mesure que l'échéance se rapproche et que le débat s'instaure. Les pays les plus favorables sont le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Italie; le moins favorable est le Danemark, mais 44% des Danois acceptent le principe et seulement 27% refusent encore, soit, en termes de referendum, une majorité de 62%.

Par rapport à 1973, les attitudes favorables ont surtout augmenté au Royaume-Uni, en Irlande, en France et aux Pays-Bas. Elles n'ont pas augmenté -seule exception- en Allemagne, où néanmoins 69% sont "pour".

Dans tous les pays, les leaders d'opinion se prononcent beaucoup plus fréquemment en faveur de l'élection. (pp. 38-54).

Deux arguments positifs et deux arguments négatifs ont été testés auprès du public. Les réponses montrent que les personnes qui attachent de l'importance au fait d'aller voter pour l'élection du Parlement européen sont nettement plus sensibles à l'influence que peut avoir ce vote sur l'avenir du "projet européen" qu'à un meilleur contrôle des "fonctionnaires de Bruxelles". D'autre part, celles qui n'estiment pas important d'aller voter adoptent cette attitude parce que cette démarche leur paraît inutile plutôt que par crainte de voir le Parlement européen élu empiéter sur le pouvoir du parlement national.

En ce qui concerne toutefois le comportement que pourraient avoir les parlementaires européens, s'ils avaient à choisir entre l'intérêt de la Communauté considérée comme un ensemble et l'intérêt immédiat de leur pays, le public se partage, en moyenne, en deux fractions égales; mais l'intérêt de la Communauté l'emporte légèrement dans l'ensemble des six pays fondateurs, tandis que l'intérêt national immédiat l'emporte nettement au Royaume-Uni, au Danemark et en Irlande. Seuls les Néerlandais donnent à une forte majorité la réponse "communautaire". (pp. 55-65).

##### 5. Les thèmes prioritaires pour la campagne et la stratégie des partis politiques

Sur les deux listes de thèmes à soumettre à un débat public lors de la campagne électorale, ceux qui ont trait à la situation économique actuelle, à la lutte pour la protection de la nature et au renforcement de la Communauté face aux grandes puissances viennent avant le contrôle des sociétés multinationales et le renforcement de la capacité de défense militaire de l'Europe (première liste). De même, la recherche d'une répartition plus équitable des profits et des charges entre pays membres, la conservation des traditions et de la personnalité du pays, la sauvegarde des intérêts des petits pays passent avant le problème de l'admission de nouveaux pays membres et l'établissement de relations plus indépendantes avec les Etats-Unis (seconde liste).

Mais l'impression qui domine est surtout celle d'une remarquable homogénéité de l'opinion publique européenne. L'ordre de classement des thèmes prioritaires est à peu près le même partout.



Quant à la stratégie attendue des partis politiques, c'est, dans les six pays fondateurs, que les partis de même couleur s'unissent pour faire campagne dans l'ensemble des neuf pays. Au contraire, dans les trois nouveaux pays membres, l'opinion prévaut que chaque parti national devrait faire campagne sous son propre drapeau. D'une façon générale, les leaders d'opinion sont plus favorables que les non-leaders à des campagnes européennes; néanmoins, dans plusieurs pays, notamment au Danemark, les campagnes nationales obtiennent un plus large soutien chez les leaders. (pp. 66-72).

#### 6. L'intention de participer au vote et le sentiment d'être ou non assez informé

Niveau d'information et degré d'implication peu élevés dans le grand public, d'une part, attitudes favorables au principe même de l'élection d'un parlement européen au suffrage universel direct, d'autre part: quelle peut être la résultante de ces deux variables sur l'intention de participer au vote de l'an prochain?

Il ne s'agit en aucune façon d'un pronostic, mais d'une indication, et même du point de départ d'un indicateur: dans la Communauté considérée comme un ensemble, actuellement, un peu moins de la moitié des personnes interrogées disent qu'elles iront voter certainement.

On peut considérer cette proportion comme un minimum. Elle augmentera probablement au cours de la campagne électorale, d'autant que s'y ajoute environ un quart du public qui exprime son intention "probable" d'aller voter. Quoi qu'il en soit, cet indicateur de participation devra être observé avec attention. Les jeunes des deux sexes, les femmes âgées, les gens peu mobilisés politiquement ont une plus forte tendance à s'abstenir. C'est sur eux que devrait porter plus particulièrement l'effort de sensibilisation et d'information.

Plus de la moitié du public s'estime insuffisamment informée par les journaux, la radio et la télévision sur le Parlement européen et l'élection de ses membres. Il semble donc y avoir une attente, à laquelle les pouvoirs publics, la presse et les organisations politiques devront répondre. (pp. 82-83).

#### 7. La préférence pour une tendance politique

A titre expérimental, il a été demandé à chacune des personnes interrogées d'exprimer sa préférence pour l'un des groupes politiques existant actuellement au Parlement européen, puis son choix subsidiaire éventuel, et enfin son rejet.

Sans attacher trop d'importance à cette première exploration des préférences politiques de l'électorat européen, on constate que, sur cent suffrages exprimés, la tendance socialiste vient en tête (33%), suivie par la tendance démocrate-chrétienne (23%) et par la tendance libérale (14%). Viennent ensuite, à égalité, la tendance conservatrice (10%) et la tendance communiste (9%). Mais il n'y a pas de relation significative entre le choix de telle ou telle tendance et l'attitude favorable à l'égard du principe même de l'élection du Parlement européen.

Les reports de préférence (dans le cas où la tendance choisie en premier lieu ne présenterait pas de candidats) bénéficieraient principalement aux Libéraux et démocrates, c'est-à-dire à la tendance perçue comme placée au centre.

Enfin la tendance la plus fréquemment frappée d'une exclusive est la tendance communiste. (pp. 76-82).

x  
x x

En rendant publics ces résultats, qui ne manqueront pas d'être commentés, critiqués et -espérons-le- approfondis au cours des prochains mois, les auteurs de la recherche soulignent de nouveau que leur travail ne saurait engager la responsabilité des Institutions européennes en tant que telles. Mais ces premiers résultats devraient stimuler l'intérêt actif des bureaux d'études de tous les partis politiques, et plus généralement celui des centres universitaires et organismes de toutes sortes. La première élection européenne au suffrage universel est, par nature, une occasion sans précédent et non susceptible de se reproduire pour faire avancer la connaissance des opinions, attitudes et comportements des citoyens des Etats réunis dans la Communauté.

---

ANNEXES / APPENDIX



<u>NOMBRE DE PERSONNES INTERROGEES</u>		/	<u>NUMBER OF PEOPLE INTERVIEWED</u>
Belgique/België	(B)	988	19-31/IV/1977
Danmark	(DK)	1010	30/IV-8/V
Deutschland	(D)	1005	25/IV-10/V
France	(F)	1256*	25/IV-9/V
Ireland	(IRL)	1008	4-12/V
Italia	(I)	1025	30/IV-9/V
Luxembourg	(L)	302	28/IV-15/V
Nederland	(N)	1033	2-14/V
United Kingdom	(UK)	1417	23/IV-12/V
<u>Total</u>		<u>9044</u>	

<u>INSTITUTS CHARGES DU SONDAGE</u>		/	<u>INSTITUTES WHICH CARRIED OUT THE SURVEY</u>
Belgique/België	DIMARSO / INRA		
Danmark	GALLUP MARKEDSANALYSE		
Deutschland (B.R.)	EMNID-INSTITUT		
France	INSTITUT FRANCAIS D'OPINION PUBLIQUE**		
Ireland	IRISH MARKETING SURVEYS		
Italia	ISTITUTO PER LE RICERCHE STATISTICHE ET L'ANALISI DELL'OPINIONE PUBBLICA (DOXA)		
Luxembourg	DIMARSO / INRA		
Nederland	NEDERLANDS INSTITUUT VOOR DE PUBLIEKE OPINIE (NIPO)		
United Kingdom	THE GALLUP POLL***		

\* Y compris surreprésentation d'environ 200 ruraux / Including oversampling of 200 country-people.

\*\* Chargé en outre de la coordination internationale et de l'analyse des résultats / Also responsible for international coordination and analysis of the results.

\*\*\* Le sondage en Northern Ireland a été fait en collaboration par le Irish Marketing Surveys et le Gallup Poll / The Northern Ireland poll was conducted jointly by Irish Marketing Surveys and the Gallup Poll.

#### NOTES TECHNIQUES

1. Il est rappelé au lecteur que, dans les enquêtes par sondage, on doit tenir compte d'une certaine marge pour erreur d'échantillonnage. Avec des échantillons de l'ordre de 1000 personnes interrogées, les différences de pourcentages inférieures à 5% ne devraient pas être normalement considérées comme statistiquement significatives.

2. Dans tous les tableaux, la colonne CE/EC donne la moyenne pour l'ensemble des personnes interrogées dans les neuf pays, moyenne pondérée suivant l'effectif de la population âgée de 15 ans et plus dans chacun des pays:

1. Readers are reminded that in survey research, one should allow a certain margin for sampling error. With a sample of 1,000 cases, percentage differences of less than 5 points would not normally be regarded as statistically significant.

2. In all tables the column CE/EC gives the mean score for all people interviewed in the nine countries, weighted in terms of population aged 15 and over of each Community country:

	Milliers / Thousands	%
Belgique/België	7 477	3.84
Danmark	3 858	1.98
Deutschland	48 111	24.48
France	39 789	20.24
Irland	2 098	1.08
Italia	41 975	21.35
Luxembourg	274	0.14
Nederland	10 040	5.11
United Kingdom	42 804	21.78

3. Toutes les données relatives aux Euro-Baromètres sont déposées aux "Belgian Archives for the Social Sciences", (1 Place Montesquieu, B-1348 Louvain-la-Neuve). Elles sont tenues à la disposition des organismes membres du European Consortium for Political Research (Essex), du Inter-University Consortium for Political Research (Michigan) et des chercheurs justifiant d'un intérêt de recherche.

3. All Euro-Barometre data are stored at the Belgian Archives for the Social Sciences (1, Place Montesquieu, B-1348 Louvain-la-Neuve). They are at the disposal of all institutes members of the European Consortium for Political Research (Essex), of the Inter-University Consortium for Political Research (Michigan) and of all those interested in social science research.